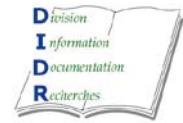


# SRI LANKA



7 septembre 2018



## Panorama des médias et situation des journalistes

### **Avertissement**

*Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.*

*Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. [https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes\\_directrices\\_europeennes.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf) ], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.*

*Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.*

*La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.*

## Table des matières

1. Cadre juridique.....	4
1.1. Constitution sri-lankaise.....	4
1.2. Droit à l'information.....	4
1.3. Loi antiterroriste .....	5
1.4. Autres mesures juridiques pénalisant les journalistes.....	7
1.5. Le Sri Lanka Press Council .....	7
1.3. La <i>Press Complaints Commission of Sri Lanka</i> (PCCSL) .....	9
2. Situation des médias à Sri Lanka avant 2015 .....	10
2.1. Persécutions à l'encontre de journalistes .....	10
2.1.2. Assassinats.....	10
2.1.2. Disparitions et enlèvements.....	10
2.1.3. Intimidation.....	11
2.1.4. La situation des journalistes dans la province du Nord.....	11
2.2. Menaces contre les journaux et les ONG de soutien aux journalistes .....	12
2.3. Contrôle gouvernemental direct et indirect .....	12
3. La situation des médias à partir de janvier 2015 .....	13
3.1. Amélioration globale de la situation .....	13
3.1.1. Tendance à l'amélioration.....	13
3.1.2. Pas de cas d'enlèvement ou d'assassinat relevé.....	14
3.1.3. Baisse du contrôle gouvernemental et amélioration de la liberté d'expression .....	14
3.2. Principaux titres actuels .....	15
3.3. Incidents relevés.....	16
3.3.1. Manque de liberté éditoriale .....	16
3.3.1. Rétablissement du <i>Sri Lanka Press Council</i> .....	18
3.3.2. Domaines sensibles et actes d'intimidation.....	18
3.3.4. Le cas des journalistes tamouls .....	20
3.3.7. Invitation au retour d'exil.....	23
3. Attitude des autorités .....	24
3.1. Critiques publiques de la liberté de la presse .....	24
3.2. Impunité .....	24
4. Les ONG nationales de soutien des droits des journalistes.....	26
Bibliographie.....	28

**Résumé :** Malgré l'existence de plusieurs lois qui limitent la liberté de la presse, le droit à l'information et la liberté d'expression à Sri Lanka, la situation s'est améliorée depuis l'élection du président Maithripala Sirisena. Cependant, des incidents ont été relevés depuis 2015 : des pressions exercées sur les journalistes pour qu'ils diffusent une information en accord avec des intérêts politiques ou économiques, le rétablissement du *Sri Lanka Press Council*, des actes d'intimidation perpétrés par des membres des forces de sécurité, des arrestations ou des interrogatoires effectués lors de retours de journalistes en exil. Dans ce contexte, les journalistes tamouls sont particulièrement visés.

**Abstract:** Despite the existence of several laws that limit freedom of the press, the right to information and freedom of expression in Sri Lanka, the situation has improved since the election of President Maithripala Sirisena. However, incidents have been noted since 2015: internal and external pressure on journalists to disseminate information in line with political or economic interests, the re-establishment of the *Sri Lanka Press Council*, intimidation by members of the security forces, arrests or examinations carried out after the return of journalists in exile. In this context, Tamil journalists are particularly targeted.

**Nota :** La traduction des sources en en langues étrangères est assurée par la DIDR.

## 1. Cadre juridique

### 1.1. Constitution sri-lankaise

La liberté d'expression est **reconnue** par l'article 14<sup>1</sup> de la Constitution sri-lankaise. Cependant, elle peut être **limitée** dans certains cas définis par la loi : « dans l'intérêt de l'harmonie raciale ou religieuse, ou en relation avec un privilège parlementaire, un outrage au tribunal, une diffamation ou une incitation à commettre une infraction »<sup>2</sup> ou encore « dans l'intérêt de la sécurité nationale, de l'ordre public et de la protection de la santé ou de la moralité publique, ou dans le but de faire reconnaître et respecter les droits et libertés d'autrui, ou de satisfaire les exigences du bien-être général dans une société démocratique »<sup>3</sup>. Le paragraphe 7 de l'article 15 précise que le mot « loi » désigne également les « règlements pris en vertu de la loi en rapport avec la sécurité publique »<sup>4</sup>.

### 1.2. Droit à l'information

En 2015, l'article 14A<sup>5</sup>, qui reconnaît le droit à l'information de tout citoyen, a été introduit lors du 19<sup>ème</sup> amendement de la Constitution. Cependant, ce droit peut également être limité dans quelques cas énumérés par le deuxième paragraphe de cet article<sup>6</sup>. Selon l'organisation non-gouvernementale *International Media Support*<sup>7</sup>, ces articles peuvent donc être soumis à interprétation<sup>8</sup>.

En 2016, une nouvelle loi relative au droit à l'information, le *Right to information Act (RTI), No. 12 of 2016*<sup>9</sup>, a été adoptée. Selon cette loi, **l'accès à l'information peut être refusé dans 21 cas**<sup>10</sup>, notamment :

- lorsqu'il concerne des informations privées qui n'ont pas d'intérêt public<sup>11</sup>;
- lorsque la révélation de cette information peut menacer la sécurité nationale ou l'intégrité territoriale<sup>12</sup> ou endommager la relation entretenue par le pays avec un autre pays<sup>13</sup> ou menacer l'activité économique du pays<sup>14</sup> ou empêcher de prévenir un crime ou révéler l'identité d'une source<sup>15</sup>;
- lorsqu'il concerne des informations qui relèvent du secret commercial<sup>16</sup>;
- lorsqu'il concerne des informations médicales sur une personne<sup>17</sup>;

---

<sup>1</sup> Article 14(1)(a), Constitution de la République démocratique de Sri Lanka, [url](#)

<sup>2</sup> *Ibid.*, Article 15(2).

<sup>3</sup> *Ibid.*, Article 15(7).

<sup>4</sup> *Ibid.*, Article 15(7).

<sup>5</sup> Constitution de la République démocratique de Sri Lanka, [url](#)

<sup>6</sup> *Ibid.*, Article 14A(2).

<sup>7</sup> Créée en 2001 et basée à Copenhague, cette ONG a des bureaux également en Irak, Tunisie, Kenya, Birmanie, Ukraine et Pakistan. Elle lutte pour promouvoir la liberté de la presse.

<sup>8</sup> International Media Support, Secretariat for Media Reforms, *Rebuilding Public Trust – An assessment of the Media Industry and Profession in Sri Lanka*, 05/2016, p.16.

<sup>9</sup> Sri Lanka, Parlement de la République démocratique de Sri Lanka, *Right to information Act No.12 of 2016*, Parliament of the democratic socialist republic of Sri Lanka, 04/08/2016, 36 p., [url](#)

<sup>10</sup> Paragraphes (a) à (k) du premier alinéa de la Section 5, *Right to information Act No.12 of 2016*, Parliament of the democratic socialist republic of Sri Lanka, 04/08/2016, 36 p., [url](#)

<sup>11</sup> *Ibid.*, section 5 (1) (a).

<sup>12</sup> *Ibid.*, section 5 (1) (b) (i).

<sup>13</sup> *Ibid.*, Section 5 (1) (b) (ii)

<sup>14</sup> *Ibid.*, Section 5 (1) (c).

<sup>15</sup> *Ibid.*, Section 5 (1) (h).

<sup>16</sup> *Ibid.*, Section 5 (1) (d).

- lorsqu'il porte sur un échange qui a eu lieu entre une autorité publique et une personne qui travaille pour elle<sup>18</sup>;
- lorsque les informations visées sont confidentielles car elles reposent sur une relation fiduciaire<sup>19</sup>, etc.

Lorsqu'elles datent de plus de dix ans, les informations qui s'inscrivent dans le domaine d'une des restrictions peuvent être révélées, hormis quelques exceptions<sup>20</sup>.

La **Commission relative au droit à l'information** (*Right to Information Commission*) a également été créée en 2016<sup>21</sup>. Elle dispose de son propre budget dont une partie est votée par le parlement et l'autre repose sur des dons<sup>22</sup>. Cette commission est composée de cinq membres nommés par le président de la commission sur recommandation du Conseil constitutionnel pour cinq ans<sup>23</sup>. Les secteurs juridique et médiatique, ainsi que la société civile doivent être représentés<sup>24</sup>. Le président de la République désigne l'un des membres pour diriger la Commission<sup>25</sup>. Cette dernière doit notamment s'assurer du respect de la loi par les autorités publiques et proposer des réformes<sup>26</sup>. Elle peut mener des enquêtes ou exiger qu'une autorité délivre une information<sup>27</sup>. Toujours selon cette loi, un officier d'information (*Information officer*), chargé de traiter les requêtes d'informations, doit être nommé dans chaque administration<sup>28</sup>. Cet officier a quatorze jours ouvrables pour traiter une demande d'informations<sup>29</sup>, pouvant être étendus à vingt-et-un jours si la durée est jugée trop courte<sup>30</sup>. L'officier doit fournir des justifications en cas de rejet<sup>31</sup>. Lorsque l'accès à une information est refusé, le citoyen peut faire appel dans un laps de temps de quatorze jours après le rejet<sup>32</sup>. Si le citoyen s'estime insatisfait de la décision qui a suivi l'appel, il peut saisir la Commission, qui dispose alors d'une période de trente jours pour confirmer, modifier ou renverser la première décision<sup>33</sup>.

### 1.3. Loi antiterroriste

La loi **Prevention of Terrorism (Temporary Provisions) Act, No 48 of 1979 (PTA)** est citée par plusieurs sources<sup>34</sup> comme portant atteinte à la liberté de la presse<sup>35</sup>. En effet, selon l'article 14 de cette loi, aucune personne ne doit : « sans l'autorisation d'une

---

<sup>17</sup> Section 5 (1) (e), ), Right to information Act No.12 of 2016, Parliament of the democratic socialist republic of Sri Lanka, 04/08/2016, [url](#)

<sup>18</sup> *Ibid.*, Section 5 (1) (f).

<sup>19</sup> *Ibid.*, Section 5 (1) (g).

<sup>20</sup> Selon le deuxième alinéa de la section 5, les informations qui relèvent des paragraphes (a), (b), (d), (e), (f), (h) et (j) ne peuvent pas être révélées. Section 5 (2), Right to information Act No.12 of 2016, Parliament of the democratic socialist republic of Sri Lanka, 04/08/2016, 36 p., [url](#)

<sup>21</sup> Article 11 (1), Right to information Act No.12 of 2016, Parliament of the democratic socialist republic of Sri Lanka, 04/08/2016, 36 p., [url](#)

<sup>22</sup> *Ibid.*, Article 16.

<sup>23</sup> *Ibid.*, Article 12 (1) et (6).

<sup>24</sup> *Ibid.*, Article 12 (1) (a) (b) (c).

<sup>25</sup> *Ibid.*, Article 12 (5).

<sup>26</sup> *Ibid.*, Article 14.

<sup>27</sup> *Ibid.*, Article 15.

<sup>28</sup> *Ibid.*, Article 23.

<sup>29</sup> *Ibid.*, Article 25.

<sup>30</sup> *Ibid.*, Article 25 (5).

<sup>31</sup> *Ibid.*, Article 28.

<sup>32</sup> *Ibid.*, Article 31 (1).

<sup>33</sup> *Ibid.*, Article 32.

<sup>34</sup> Informations recueillies par le *Home office* britanniques lors d'une mission de recueil d'informations conduite en 2016 ; ONG *International Media Support*.

<sup>35</sup> Royaume-Uni, Report of a Home Office Fact-Finding Mission, *Sri Lanka : treatment of Tamils and people who have a real or perceived association with the former Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE)*, 07/2016, p.65., [url](#) ; International Media Support, Secretariat for Media Reforms, *Rebuilding Public Trust – An assessment of the Media Industry and Profession in Sri Lanka*, 05/2016, p.21., [url](#) ;

autorité compétente, imprimer ou publier des informations concernant : (i) la commission de tout acte qui constitue une infraction à la présente loi ou à propos d'une enquête sur une telle infraction ou ; (ii) l'incitation à la violence, ou ce qui pourrait provoquer une discorde religieuse, raciale ou communautaire ou un sentiment d'animosité ou d'hostilité entre différentes communautés ou groupes raciaux ou religieux »<sup>36</sup>. Cet article criminalise également la distribution ou la possession de journaux qui auraient enfreint la loi<sup>37</sup>. L'ONG *International Media Support* (IMS)<sup>38</sup> estime que cette loi représente un danger pour la liberté de la presse. Elle prend l'exemple de l'arrestation du journaliste J.S. Tissainayagam, accusé d'avoir provoqué une « discorde communautaire » et condamné à 20 ans de réclusion en raison d'articles publiés en 2006 dans un mensuel de la province du Nord<sup>39</sup>. L'ONG précise dans ce même rapport que, même si l'utilisation de ces articles a diminué, cette loi entretient un climat de peur qui incite à l'autocensure<sup>40</sup>.

Face aux abus commis en application de cette loi<sup>41</sup>, le gouvernement sri-lankais s'était engagé, en 2015, à l'abroger et à la remplacer<sup>42</sup>. Après avoir publié la première version du cadre politique de la nouvelle loi en octobre 2016, l'hebdomadaire sri-lankais *The Sunday Times* a rendu public une note, rédigée par le premier ministre Ranil Wickremesinghe et adressée au Cabinet des ministres, intitulée « **Cadre légal et politique concernant le projet de loi antiterroriste du Sri Lanka** » (CTA)<sup>43</sup> en avril 2017<sup>44</sup>. Selon plusieurs sources médiatiques<sup>45</sup>, les dispositions de ce projet de loi sont relativement proches de celles du PTA et contiennent des termes dont l'interprétation est large<sup>46</sup>. Par exemple, l'hebdomadaire *The Sunday Times* relève l'expression « informations confidentielles », définie comme pouvant être « toute information ne relevant pas du domaine public, dont la diffusion est susceptible d'avoir un effet négatif sur la sécurité nationale ou publique »<sup>47</sup>. Toujours selon le journal, cette définition est contraire aux dispositions de la RTI qui excluent la sécurité publique des motifs de restriction (voir 1.2)<sup>48</sup>. Selon plusieurs sources médiatiques, ce projet de loi a été approuvé par le cabinet, mais n'avait toujours pas été transmis au Parlement à la fin du mois de juillet 2018<sup>49</sup>. En outre, selon chercheur et avocat des droits de l'homme Gehan Gunatilleke<sup>50</sup>, la définition du crime terroriste est également trop large, puisqu'elle

---

<sup>36</sup> "No person shall, without the approval in writing of a competent authority, print or publish in any newspaper any matter relating to – (i) the commission of any act which constitute an offence under this Act or the investigation of any such offence; or (ii) incitement to violence, or which is likely to cause religious, racial or communal disharmony or feeling of ill-will or hostility between different communities or racial or religious groups", Article 14 (2)(a), *Prevention of Terrorism (Temporary Provisions) Act n°48 of 1979 (PTA)*, [url](#)

<sup>37</sup> *Ibid.*, Article 14 (2)(b).

<sup>38</sup> Créée en 2001, cette ONG est basée à Copenhague au Danemark. Elle a pour objectif de soutenir les médias locaux dans des pays confrontés à un conflit armé, à un régime autoritaire ou en transition politique.

<sup>39</sup> International Media Support, Secretariat for Media Reforms, *Rebuilding Public Trust – An assessment of the Media Industry and Profession in Sri Lanka*, 05/2016, p.21., [url](#)

<sup>40</sup> *Ibid.*

<sup>41</sup> Amnesty International, *Rapport 2017/2018*, p.426., [url](#)

<sup>42</sup> *Ibid.*

<sup>43</sup> Premier ministre du Sri Lanka, *Policy and Legal Framework relating to the Proposed Counter Terrorism Act of Sri Lanka*, 24/04/2017, 74 p., [url](#)

<sup>44</sup> *The Sunday Times*, "New anti-terrorism law undermines RTI", 30/04/2017, [url](#)

<sup>45</sup> *Himalmag* et *The Sunday Times*.

<sup>46</sup> *Himal Southasian*, "The case against anti-terrorism law", *Himalmag*, 23/07/2018, [url](#) ; *The Sunday Times*, "New anti-terrorism law undermines RTI", 30/04/2017, [url](#)

<sup>47</sup> *The Sunday Times*, "New anti-terrorism law undermines RTI", 30/04/2017, [url](#)

<sup>48</sup> *Ibid.*

<sup>49</sup> *Himal Southasian*, "The case against anti-terrorism law", 23/07/2018, *Himalmag*, [url](#) ; *The Sunday Times*, "New anti-terrorism law undermines RTI", 30/04/2017, [url](#)

<sup>50</sup> Gehan Gunatilleke est doctorant à l'université d'Oxford et directeur de recherches au sein du think-tank *Vérité Research* (Colombo).

désigne « un acte portant atteinte à l'unité »<sup>51</sup>, ce qui pourrait, par exemple, comprendre le fait de critiquer le gouvernement selon lui<sup>52</sup>.

#### 1.4. Autres mesures juridiques pénalisant les journalistes

Selon plusieurs sources non-gouvernementales<sup>53</sup>, certaines dispositions juridiques sont parfois utilisées contre les journalistes :

- le **Official Secret Act**, qui criminalise la divulgation d'informations confidentielles<sup>54</sup>, a notamment été utilisée pour couvrir des informations jugées d'intérêt public<sup>55</sup>. Cette loi était déjà critiquée en 1998, par la déclaration de Colombo sur la liberté des médias et leur responsabilité sociale (voir *infra*)<sup>56</sup> ;
- l'**outrage au tribunal** est parfois utilisé pour condamner des journalistes<sup>57</sup> ;
- certaines dispositions du **Parliamentary Powers and Privileges Act, No 21 of 1953**<sup>58</sup> sont parfois utilisées contre les journalistes<sup>59</sup>.

Toujours selon ces sources publiques<sup>60</sup>, certaines dispositions du **Code pénal** sont également utilisées contre les journalistes<sup>61</sup>, notamment les sections 120<sup>62</sup>, 285<sup>63</sup>, et 291<sup>64</sup>.

#### 1.5. Le Sri Lanka Press Council

Créé en 1973<sup>65</sup>, le *Sri Lanka Press Council* est dirigé par un directeur de l'information (*Director of Information*) et est composé de six autres membres nommés par le Président

---

<sup>51</sup> Premier ministre du Sri Lanka, *Policy and Legal Framework relating to the Proposed Counter Terrorism Act of Sri Lanka*, 24/04/2017, p.5., [url](#)

<sup>52</sup> *The Sunday Times*, "New anti-terrorism law undermines RTI", 30/04/2017, [url](#)

<sup>53</sup> Colombo Declaration on Media Freedom and Social Responsibility ; *International Media Support*.

<sup>54</sup> *Official Secrets Act, No32 of 1955*, 01/09/1955, [url](#)

<sup>55</sup> International Media Support, Secretariat for Media Reforms, *Rebuilding Public Trust – An assessment of the Media Industry and Profession in Sri Lanka*, 05/2016, p.22., [url](#) ; Royaume-Uni, Home Office, *Country Policy and Information Note – Sri Lanka : Journalists, media professionals and human rights activists*, 07/2017, p.5., [url](#)

<sup>56</sup> Sri Lanka Working Journalists Association, Free Media Movement, Newspaper Society of Sri Lanka, Editors Guild of Sri Lanka, *Colombo Declaration on Media Freedom and Social Responsibility*, 1998, [url](#)

<sup>57</sup> International Media Support, Secretariat for Media Reforms, *Rebuilding Public Trust – An assessment of the Media Industry and Profession in Sri Lanka*, 05/2016, p.38., [url](#) ; Sri Lanka Working Journalists Association, Free Media Movement, Newspaper Society of Sri Lanka, Editors Guild of Sri Lanka, *Colombo Declaration on Media Freedom and Social Responsibility*, 1998, [url](#)

<sup>58</sup> Sri Lanka, Parlement de la République démocratique de Sri Lanka, *Parliament (Powers and Privileges) Act, No 21 of 1953*, 07/04/1953, [url](#)

<sup>59</sup> International Media Support, Secretariat for Media Reforms, *Rebuilding Public Trust – An assessment of the Media Industry and Profession in Sri Lanka*, 05/2016, p.39., [url](#) ; Journalists for democracy in Sri Lanka (JDS), *Courts seeks Interpol help to arrest exiled Sri Lankan journalist*, 25/12/2016, [url](#)

<sup>60</sup> Colombo Declaration on Media Freedom and Social Responsibility ; *International Media Support*.

<sup>61</sup> International Media Support, Secretariat for Media Reforms, *Rebuilding Public Trust – An assessment of the Media Industry and Profession in Sri Lanka*, 05/2016, p.40., [url](#)

<sup>62</sup> Selon cette section, une personne qui suscite par des mots ou son comportement, un sentiment de désaveu vis-à-vis du président de la République, qui tente de susciter le mécontentement parmi la population, qui promeut un sentiment d'hostilité entre différents groupes, ou qui tente d'obtenir des réformes, peut être condamné à une peine d'emprisonnement allant jusqu'à deux ans. Sri Lanka, *Penal Code*, 01/01/1885, [url](#)

<sup>63</sup> Cette section criminalise (d'une peine pouvant aller jusqu'à trois mois d'emprisonnement et/ou d'une amende) la publication, distribution ou vente de documents jugés obscènes. Sri Lanka, *Penal Code*, 01/01/1885, [url](#)

<sup>64</sup> Selon cette section, l'intention de blesser les sentiments religieux d'une personne peut être punie jusqu'à un an d'emprisonnement et/ou une amende. L'action de blesser par des mots peut être quant à elle punie d'une peine allant jusqu'à deux ans d'emprisonnement et/ou d'une amende. Sri Lanka, *Penal Code*, 01/01/1885, [url](#)

<sup>65</sup> Sri Lanka, *The Sri Lanka Press Council Law No. 5 of 1973*, 27/02/1973, [url](#)

de la République dont un représentant des journalistes (sélectionné dans un panel d'un maximum de sept personnes désignées par des associations de journalistes sri-lankaises) et un représentant des syndicats de journalistes (sélectionné dans un panel d'un maximum de trois personnes nommées par les syndicats de journalistes enregistrés)<sup>66</sup>. L'un d'entre eux est désigné par le Président de la République pour être le président du conseil (*Chairman*)<sup>67</sup>.

Le Conseil est chargé de plusieurs **missions**, parmi lesquelles l'enregistrement des médias à Sri Lanka<sup>68</sup>, la protection de la liberté de la presse<sup>69</sup>, le règlement des conflits liés aux médias<sup>70</sup> et le maintien de l'éthique journalistique<sup>71</sup>. A ce dernier sujet, il a créé un code d'éthique en 1981<sup>72</sup>. Le fait que l'enregistrement des médias soit confié à ce Conseil est critiqué depuis 1998, date de publication de la déclaration de Colombo sur la liberté des médias et leur responsabilité sociale<sup>73</sup>.

Selon la loi qui encadre les activités du Conseil, il peut, lorsqu'il reçoit une plainte concernant la publication d'une fausse information dans un média, mener une enquête durant laquelle il peut convoquer une personne et la forcer à se présenter ainsi qu'à produire des documents<sup>74</sup>. En cas de refus de cette personne à se présenter, à répondre à des questions ou à fournir des documents, elle se rend coupable « d'outrage contre ou de violation de l'autorité du Conseil »<sup>75</sup>. Le Conseil peut alors adresser un certificat, relatant le cas et signé par le président du Conseil, à la Cour Suprême<sup>76</sup>. Cette infraction peut alors être sanctionnée de la même manière qu'un outrage au tribunal<sup>77</sup>. Lorsqu'une infraction est commise par un journal, le propriétaire, l'éditeur, l'imprimeur, le directeur de rédaction et le journaliste sont considérés coupables<sup>78</sup>. Une personne se rend également coupable d'une infraction lorsqu'elle publie des propos insultants vis-à-vis d'une religion, des propos diffamatoires, « des publicités contraires à la morale publique » et/ou « des propos obscènes »<sup>79</sup>. La publication d'informations émanant d'un cabinet ministériel doit être validée par le secrétaire de ce cabinet<sup>80</sup>. Lors de la déclaration de Colombo sur la liberté des médias et leur responsabilité sociale (voir *infra*), les quatre signataires critiquaient et demandaient le retrait de cette disposition<sup>81</sup>. La publication d'informations confidentielles (au sens du *Official Secrets Act*), d'informations relatives à des mesures fiscales ou économiques étudiées par le gouvernement, est également proscrites<sup>82</sup>. Contrevenir à ces dispositions expose la personne à une amende ne pouvant excéder 5 000 roupies (26,5€) et/ou à une peine d'emprisonnement de deux ans maximum<sup>83</sup>. Le Conseil peut également s'autosaisir et mener une enquête<sup>84</sup>. Lorsqu'il l'estime nécessaire, le Conseil peut ordonner de corriger

---

<sup>66</sup> *Ibid.*, Section 3.

<sup>67</sup> *Ibid.*

<sup>68</sup> Press Council, About us, s. d., [url](#)

<sup>69</sup> Section 8, *The Sri Lanka Press Council Law No. 5 of 1973*, 27/02/1973, [url](#)

<sup>70</sup> Royaume-Uni, Home Office, *Country Policy and Information Note – Sri Lanka : Journalists, media professionals and human rights activists*, 07/2017, p.8., [url](#)

<sup>71</sup> Section 10, *The Sri Lanka Press Council Law No. 5 of 1973*, 27/02/1973, [url](#)

<sup>72</sup> Sri Lanka, *The Press Council (Code of Ethics for Journalists) Rules*, 1981, [url](#)

<sup>73</sup> Sri Lanka Working Journalists Association, Free Media Movement, Newspaper Society of Sri Lanka, Editors Guild of Sri Lanka, *Colombo Declaration on Media Freedom and Social Responsibility*, 1998, [url](#)

<sup>74</sup> Section 11, *The Sri Lanka Press Council Law No. 5 of 1973*, 27/02/1973, [url](#)

<sup>75</sup> *Ibid.*, Section 12.

<sup>76</sup> *Ibid.*, Section 12.

<sup>77</sup> *Ibid.*, Section 12.

<sup>78</sup> *Ibid.*, Section 14.

<sup>79</sup> *Ibid.*, Section 15.

<sup>80</sup> *Ibid.*, Section 16.

<sup>81</sup> Sri Lanka Working Journalists Association, Free Media Movement, Newspaper Society of Sri Lanka, Editors Guild of Sri Lanka, *Colombo Declaration on Media Freedom and Social Responsibility*, 1998, [url](#)

<sup>82</sup> Section 16 (3) à (6), *The Sri Lanka Press Council Law No. 5 of 1973*, 27/02/1973, [url](#)

<sup>83</sup> *Ibid.*, Section 16 (7).

<sup>84</sup> *Ibid.*, Section 9 (2).



une erreur dans une publication, ou censurer le journaliste, ou exiger des excuses de la personne jugée responsable<sup>85</sup>. Les décisions prises par le Conseil sont sans appel<sup>86</sup>.

Ce Conseil est critiqué par des organisations non-gouvernementales<sup>87</sup>. L'ONG *International Media Support* (IMS) estime, par exemple, qu'il est parfois utilisé pour « intimider les médias »<sup>88</sup>. Selon l'ONG française *Reporters sans frontières* (RSF), il est « un outil de répression de la presse sri-lankaise »<sup>89</sup>. Actif sous la présidence de Mahinda Rajapaksa, il a été mis en suspens en janvier 2015 lors de l'élection de son remplaçant Maithripala Sirisena, qui l'a remis en activité à partir du mois de juillet 2015<sup>90</sup>. Il est actuellement présidé par l'avocat Koggala Wellala Bandula. Ses autres membres sont : le directeur général du département de l'information du gouvernement Sudarshana Gunawardana (avocat), le professeur émérite Sunanada Mahendra, Ariyananda Dombagahawatte (ancien journaliste et rédacteur en chef du quotidien en langue cinghalaise *Sunday Lankadeepa*), Muditha Kariyakarawana (ancien journaliste), Somaweera Chandrasiri (syndicaliste) et S. Thilainathn (ancien journaliste)<sup>91</sup>.

### 1.3. La Press Complaints Commission of Sri Lanka (PCCSL)

La *Press Complaints Commission of Sri Lanka* (PCCSL) est un mécanisme d'autorégulation privé<sup>92</sup> de l'industrie médiatique<sup>93</sup>, créé au mois d'octobre 2003 par la *Newspaper Society of Sri Lanka*, le *Editors' Guild of Sri Lanka*, l'association *Free Media Movement* (FMM)<sup>94</sup> et la *Sri Lanka Working Journalists Association*<sup>95</sup> (voir 4.), à la suite de la déclaration de Colombo sur la liberté des médias et leur responsabilité sociale (1998)<sup>96</sup>.

Elle a pour objectif de résoudre les conflits liés aux médias<sup>97</sup>, sur la base de la loi *Arbitration Act No 11 of 1995*<sup>98</sup>, mise en œuvre par l'un de ses organes : le *Dispute*

---

<sup>85</sup> Section 9 (1), *The Sri Lanka Press Council Law No. 5 of 1973*, 27/02/1973, [url](#)

<sup>86</sup> *Ibid.*, Section 9 (5).

<sup>87</sup> International Media Support, Secretariat for Media Reforms, *Rebuilding Public Trust – An assessment of the Media Industry and Profession in Sri Lanka*, 05/2016, p.124., [url](#) ; RSF, *Réactivation du Conseil de la Presse, une menace pour la liberté des médias*, 13/07/2015, [url](#)

<sup>88</sup> International Media Support, Secretariat for Media Reforms, *Rebuilding Public Trust – An assessment of the Media Industry and Profession in Sri Lanka*, 05/2016, p.124., [url](#)

<sup>89</sup> Reporters sans frontières (RSF), *Réactivation du Conseil de la Presse, une menace pour la liberté des médias*, 13/07/2015, [url](#)

<sup>90</sup> International Media Support, Secretariat for Media Reforms, *Rebuilding Public Trust – An assessment of the Media Industry and Profession in Sri Lanka*, 05/2016, p.124., [url](#) ; Reporters sans frontières (RSF), *Réactivation du Conseil de la Presse, une menace pour la liberté des médias*, 13/07/2015, [url](#) ; Royaume-Uni, Home Office, *Country Policy and Information Note – Sri Lanka : Journalists, media professionals and human rights activists*, 07/2017, p.8., [url](#)

<sup>91</sup> *Sri Lanka Press Council*, Chairman and board members, s. d., [url](#)

<sup>92</sup> Elle était financée par la Suède, le Danemark et la Norvège. International Media Support (IMS), *Sri Lanka's Press Complaints Commission marks tenth anniversary*, 05/02/2014, [url](#)

<sup>93</sup> International Media Support, Secretariat for Media Reforms, *Rebuilding Public Trust – An assessment of the Media Industry and Profession in Sri Lanka*, 05/2016, p.120., [url](#) ; *The Sunday Times*, "Press Complaints Commission received 133 complaints in 2016", 16/07/2017, [url](#)

<sup>94</sup> Organisation active depuis 1992, *Free Media Movement* (FMM) regroupe des journalistes, des éditeurs, et des personnalités médiatiques, et se définit comme étant le « chien de garde » de la liberté des médias. Free Media Movement, *About Us*, s. d., [url](#)

<sup>95</sup> International Media Support, Secretariat for Media Reforms, *Rebuilding Public Trust – An assessment of the Media Industry and Profession in Sri Lanka*, 05/2016, p.129., [url](#)

<sup>96</sup> Sri Lanka Working Journalists Association, Free Media Movement, Newspaper Society of Sri Lanka, Editors Guild of Sri Lanka, *Colombo Declaration on Media Freedom and Social Responsibility*, 1998, [url](#)

<sup>97</sup> La Commission est notamment chargée de statuer sur les « inexactitudes » publiées dans les journaux. International Media Support, Secretariat for Media Reforms, *Rebuilding Public Trust – An assessment of the Media Industry and Profession in Sri Lanka*, 05/2016, p.120., [url](#)

<sup>98</sup> Sri Lanka, *Arbitration Act (No. 11 of 1995)*, 1995, [url](#)

*Resolution Council* (DRC)<sup>99</sup>. La résolution des conflits repose sur plusieurs principes : la « conciliation, la médiation, l'arbitrage »<sup>100</sup>. Selon l'ONG *International Media Support*, la PCCSL a reçu environ 1 700 plaintes entre 2003 et 2014 (dont 291 en 2014)<sup>101</sup>. Selon plusieurs sources médiatiques, elle a reçu 133 plaintes en 2016<sup>102</sup>.

## 2. Situation des médias à Sri Lanka avant 2015

### 2.1. Persécutions à l'encontre de journalistes

#### 2.1.2. Assassinats

Selon une infographie du Comité de protection des journalistes (*Committee to Protect Journalists – CPJ*)<sup>103</sup>, 19 journalistes ont été tués entre 1999 et 2010<sup>104</sup>. Selon l'ONG sri-lankaise *Journalists for Democracy in Sri Lanka* (JDS), plus de quarante journalistes ont été assassinés entre 2004 et 2010<sup>105</sup>. Selon l'organisation de défense de la liberté de la presse *Free Media Movement* (FMM), quinze journalistes avaient été tués entre 2005 et 2008, la plupart originaires de la province du Nord<sup>106</sup>. L'organisation qualifiait alors la situation de « catastrophique »<sup>107</sup>. En 2014, la journaliste Mel Gunasekara<sup>108</sup> a également été assassinée<sup>109</sup>.

#### 2.1.2. Disparitions et enlèvements

Selon JDS, deux journalistes ont été portés disparus en 2007<sup>110</sup>. Le 24 janvier 2010, le journaliste et caricaturiste Prageeth Ekneligoda, analyste politique contribuant notamment au site web indépendant d'informations *Lankaenews* et réputé pour ces critiques à l'égard du gouvernement<sup>111</sup>, a été porté disparu<sup>112</sup>. Selon JDS, il avait déjà été enlevé puis relâché en 2009<sup>113</sup>. Selon l'organisation *Cartoonists Rights network*

---

<sup>99</sup> Ce conseil est composé de 11 membres dont six proviennent de la société civile et cinq sont des journalistes reconnus. *International Media Support, Secretariat for Media Reforms, Rebuilding Public Trust – An assessment of the Media Industry and Profession in Sri Lanka*, 05/2016, p.120., [url](#)

<sup>100</sup> Sri Lanka, Press Complaints Commission of Sri Lanka, *About us*, [url](#)

<sup>101</sup> *International Media Support, Secretariat for Media Reforms, Rebuilding Public Trust – An assessment of the Media Industry and Profession in Sri Lanka*, 05/2016, p.120., [url](#)

<sup>102</sup> *The Sunday Times*, "Press Complaints Commission received 133 complaints in 2016", 16/07/2017, [url](#) ; *Colombo Gazette*, "Over 130 complaints filed against the press with PCCSL", 01/11/2017, [url](#)

<sup>103</sup> *Committee to protect journalists (CPJ), Sri Lanka*, s. d., [url](#)

<sup>104</sup> Selon cette infographie, deux journalistes ont été tués en 1999, un en 2000, trois en 2004, deux en 2005, un en 2006, cinq en 2007, deux en 2008 et trois en 2009. *Committee to protect journalists (CPJ), Sri Lanka*, s. d., [url](#)

<sup>105</sup> Selon cette ONG, trois journalistes ont été tués en 2004, sept en 2005, huit en 2008, neuf en 2007, trois en 2008, onze en 2009. Par ailleurs, trois journalistes ont disparu entre 2004 et 2010. *Journalists for democracy in Sri Lanka (JDS), Media workers killed*, s. d., [url](#)

<sup>106</sup> OFPRA, *Rapport de mission au Sri Lanka*, 08/2009, p.34., [url](#)

<sup>107</sup> *Ibid.*

<sup>108</sup> Selon l'ONG *Journalists for Democracy in Sri Lanka*, cette journaliste avait été l'assistante du vice-président de la International rating agency (Fitch), et avait travaillé pour l'Agence France Presse (AFP) ainsi que pour le *Sunday Times Weekly*. *Journalists for democracy in Sri Lanka (JDS), Top female journalist murdered in Colombo*, 02/02/2014, [url](#)

<sup>109</sup> *Journalists for democracy in Sri Lanka (JDS), Top female journalist murdered in Colombo*, 02/02/2014, [url](#)

<sup>110</sup> *Journalists for democracy in Sri Lanka (JDS), Media workers killed*, s. d., [url](#)

<sup>111</sup> *Journalists for democracy in Sri Lanka (JDS), Urgent alert : no trace of missing journalist*, 27/01/2010, [url](#)

<sup>112</sup> *Journalists for democracy in Sri Lanka (JDS), Media workers killed*, s. d., [url](#) ; *Journalists for democracy in Sri Lanka (JDS), Urgent alert : no trace of missing journalist*, 27/01/2010, [url](#)

<sup>113</sup> *Journalists for democracy in Sri Lanka (JDS), Urgent alert : no trace of missing journalist*, 27/01/2010, [url](#)

*international* (CRNI), il travaillait alors sur le déploiement de bombes à fragmentation utilisées contre les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE)<sup>114</sup>. En août 2011, plusieurs associations de défense des droits de l'homme<sup>115</sup> avaient lancé un appel collectif pour le retrouver<sup>116</sup>.

### 2.1.3. Intimidation

Les journalistes étaient également la cible de campagnes d'intimidation menées par le gouvernement, et notamment par le ministre de la Défense et frère du président de l'époque Mahinda Rajapakse, Gotabhaya Rajapakse<sup>117</sup>. Ce dernier était considéré comme un « prédateur de la liberté de la presse » par RSF<sup>118</sup>. Assassins, agressés, ils étaient également visés par des procès pour diffamation<sup>119</sup>. Certains journalistes ont également été forcés à démissionner. RSF a rapporté le cas de l'ancien rédacteur en chef du journal *Ceylon Today*, Lalith Allahakoon, forcé à démissionner en juin 2012<sup>120</sup>.

### 2.1.4. La situation des journalistes dans la province du Nord

Par ailleurs, dans la province du Nord, les journalistes étaient surveillés. Ils devaient notamment se rendre dans les camps militaires ou recevaient la visite des forces de sécurité dans leurs bureaux<sup>121</sup>. Le site web d'informations *TamilNet*, proche des LTTE, a rapporté, par exemple, en octobre 2014, l'interrogatoire subi par le journaliste Thayaraparan Ratnam à Jaffna, accusé d'être lié aux LTTE<sup>122</sup>. Toujours selon cette source, il avait déjà fait l'objet de plusieurs interrogatoires menés par la Division d'enquêtes terroristes (*Terrorist Investigation Division* - TID) et le Service des enquêtes criminelles (*Criminal Investigations Division* – CID)<sup>123</sup>. Le site web accusait les forces de sécurité sri-lankaise de vouloir censurer complètement les médias tamouls<sup>124</sup>. Les forces armées sri-lankaises avaient déjà tenté d'empêcher ce journaliste, ainsi que quinze autres personnes, de se rendre à un séminaire organisé par le *Sri Lanka Press Institute* (SLPI)<sup>125</sup> le 25 juillet 2014<sup>126</sup>. Toujours selon cet article, le harcèlement et l'intimidation menée contre ce journaliste dans la province du Nord n'était pas un cas isolé, et plusieurs journalistes ont été visés par des actions similaires, notamment lorsqu'ils

---

<sup>114</sup> Cartoonists Rights Network International, *The disappearance of Sri Lankan cartoonist Prageeth Eknaligoda : the investigation widens*, 25/10/2015, [url](#)

<sup>115</sup> Selon l'ONG Journalists for Democracy in Sri Lanka, les associations suivantes ont participé à cet appel collectif : Cartoonists Rights Network international (CRNI), Committee to Protect Journalists (CPJ), International Media Support (IMS), Journalists for Democracy in Sri Lanka (JDS), Media Legal Defence Initiative (MLDI), Reporters Without Borders (RSF), The International Federation of Journalists (IFJ). Journalists for democracy in Sri Lanka (JDS), *Media rights groups call for International Day of Solidarity for Prageeth*, 12/08/2011, [url](#)

<sup>116</sup> Journalists for democracy in Sri Lanka (JDS), *Media rights groups call for International Day of Solidarity for Prageeth*, 12/08/2011, [url](#)

<sup>117</sup> *Mondialisation.ca*, "Le ministère de la Défense sri lankais impose une censure officieuse", 16/10/2006, [url](#) ; OFPRA, *Rapport de mission au Sri Lanka*, 08/2009, p.91., [url](#) ; Media defence legal initiative (MLDI), *Reporting Corruption in Sri Lanka*, 17/06/2014, [url](#) ; Cartoonists Rights Network International, *The disappearance of Sri Lankan cartoonist Prageeth Eknaligoda : the investigation widens*, 25/10/2015, [url](#)

<sup>118</sup> RSF, *Interview de la journaliste Frederica Jansz, menace de mort par le ministre de la Défense*, 12/07/2012, [url](#)

<sup>119</sup> *Ground Views*, "Survivalist and Irrepressible: The Two Faces of the Sri Lankan Media", 01/05/2017, [url](#)

<sup>120</sup> RSF, *Le rédacteur en chef de Ceylon Today forcé de démissionner pour des raisons encore imprécises*, 22/06/2012, [url](#)

<sup>121</sup> *Ground Views*, "Survivalist and Irrepressible: The Two Faces of the Sri Lankan Media", 01/05/2017, [url](#)

<sup>122</sup> *TamilNet*, "SL investigators harass senior journalist in Jaffna", 01/10/2014, [url](#)

<sup>123</sup> *TamilNet*, "SL investigators harass senior journalist in Jaffna", 01/10/2014, [url](#)

<sup>124</sup> *Ibid.*

<sup>125</sup> *Ibid.*

<sup>126</sup> *Ibid.*

entraient en contact avec des organisations internationales<sup>127</sup>. Dans son rapport de 2008, RSF écrivait : « La péninsule de Jaffna (Nord), région peuplée majoritairement de Tamouls, directement administrée par l'armée, est devenue un enfer pour les journalistes, les militants des droits de l'homme et les civils en général. Assassinats, kidnappings, menaces, censure, ont fait de Jaffna l'un des endroits les plus dangereux au monde pour la presse. »<sup>128</sup>. Ce constat a été repris par un rapport du Département d'Etat américain<sup>129</sup>.

## 2.2. Menaces contre les journaux et les ONG de soutien aux journalistes

Selon des sources internes<sup>130</sup>, les organisations de soutien aux journalistes étaient également la cible d'actions d'intimidation, notamment menées par le gouvernement, avant 2015. Selon des renseignements obtenus dans le cadre d'une mission menée par l'OFPPRA en 2008, les locaux du journal tamoul *Uthayan* (Jaffna)<sup>131</sup> ont été vandalisés en 2006<sup>132</sup>, puis à nouveau en avril 2013<sup>133</sup>. Selon le FFM en 2008, la chaîne de télévision indépendante MBC a été l'objet d'un traitement similaire<sup>134</sup>. L'organisation ajoutait alors que ses propres membres étaient visés par des messages de menaces<sup>135</sup>. En 2011, les locaux du site web *Lanka-e-news* ont été incendiés<sup>136</sup>.

La stratégie d'assimilation menée par le gouvernement, qui accusait les défenseurs des droits de l'homme ou des journalistes d'être liés aux LTTE, a également été dénoncée par plusieurs sources publiques (RSF, *Asian Human Rights Commission*), notamment dans le message de 2012 d'un groupe de militants des droits de l'Homme au Sri Lanka, diffusé par la Commission asiatique des droits de l'Homme<sup>137</sup>. L'un des fondateurs du FFM, Rohitha Bashana Abeywardane, a également été assimilé au mouvement des LTTE en mars 2012 lors d'une émission diffusée sur la chaîne de télévision ITN<sup>138</sup>. RSF a également mentionné le contenu d'un article du journal *Dinamina* (qui appartient à l'entreprise publique *Associated Newspapers of Ceylon Limited – ANCL*<sup>139</sup>) qui accusait Dharmasiri Lankapeli, syndicaliste faisant partie des organisateurs de la campagne pour la liberté de la presse « Black January » menée en janvier 2012, d'être lié aux LTTE<sup>140</sup>.

## 2.3. Contrôle gouvernemental direct et indirect

Le contrôle gouvernemental des médias s'affirmait de plusieurs manières avant 2015. Un rapport de RSF dénonçait par exemple en 2008 la baisse des tirages des journaux

---

<sup>127</sup> Le site web d'informations donnait l'exemple de journalistes intimidés après avoir échangé avec l'organisation *Transparency International Sri Lanka* qui lutte contre la corruption. *TamilNet*, "SL investigators harass senior journalist in Jaffna", 01/10/2014, [url](#)

<sup>128</sup> OFPPRA, *Rapport de mission au Sri Lanka*, 08/2009, p.91., [url](#)

<sup>129</sup> Etats-Unis, Département d'Etat américain, *Country Reports on Human Rights Practices for 2016*, Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, s. d., p.1., [url](#)

<sup>130</sup> OFPPRA, *Rapport de mission au Sri Lanka*, 08/2009, p.34., [url](#)

<sup>131</sup> Journal d'opposition en langue tamoule, à tirage important.

<sup>132</sup> OFPPRA, *Rapport de mission au Sri Lanka*, 08/2009, p.90., [url](#)

<sup>133</sup> RSF, *Les locaux de distribution du journal Uthayan saccagés*, 05/04/2013, [url](#)

<sup>134</sup> OFPPRA, *Rapport de mission au Sri Lanka*, DIDR, 08/2009, p.34., [url](#)

<sup>135</sup> Ibid.

<sup>136</sup> OFPPRA, *Rapport de mission en République démocratique et socialiste de Sri Lanka*, 09/2011, p.93., [url](#)

<sup>137</sup> Asian Human Rights Commission, *Sri Lanka : Civil society urges government to stop hate campaigns and protect human rights defenders*, 22/03/2012, [url](#)

<sup>138</sup> *Independent Television Network (ITN)*, « Evidence received on so-called journalist Rohitha Bashana's actions against the country », 21/03/2012, [url](#)

<sup>139</sup> Egalement surnommée « Lake House », cette société de presse est détenue par le gouvernement.

<sup>140</sup> RSF, *Les journalistes en exil victimes de menaces*, 23/03/2012, [url](#)

*Uthayan, Yarl Thinakural* et *Valampuri*, à cause du refus des militaires d'inscrire l'encre et le papier sur la liste des produits autorisés à être acheminés à Jaffna<sup>141</sup>. Par ailleurs, le gouvernement limitait également l'accès des journalistes au nord du pays (et surtout à la province du Vanni)<sup>142</sup>.

En outre, l'accès à certains sites d'informations a été bloqué par le gouvernement entre 2007 et 2011<sup>143</sup>. En 2011, les sites web indépendants d'informations *SriLankaMirror*, *SriLankaGuardian*, *Paparacigossip9* et *LankaWayNews*<sup>144</sup> ont, par exemple, été bloqués sur ordre du ministre de l'Information<sup>145</sup>. Par ailleurs, selon des informations recueillies dans le cadre d'une mission menée par l'OFPPRA en 2011, l'accès à des sites web pro-LTTE comme *TamilNet* était impossible à Sri Lanka<sup>146</sup>. RSF dénonçait également en 2012 les instructions données aux médias concernant la ligne éditoriale à suivre<sup>147</sup>. Ce contexte renforçait l'autocensure des journalistes<sup>148</sup>.

### 3. La situation des médias à partir de janvier 2015

#### 3.1. Amélioration globale de la situation

##### 3.1.1. Tendance à l'amélioration

Selon plusieurs sources publiques non-gouvernementales et gouvernementales, la situation de la presse à Sri Lanka s'est améliorée depuis l'accès à la présidence de Maithripala Sirisena<sup>149</sup>. A travers plusieurs déclarations publiques, le gouvernement s'est engagé à respecter les droits des journalistes<sup>150</sup>. En 2015, juste après l'élection du nouveau président Maithripala Sirisena, le nouveau Premier ministre, Ranil Wickremesinghe, s'est adressé aux journalistes et leur a déclaré : « Vous êtes libre d'enquêter sur ce que vous voulez sans avoir peur d'être enlevés »<sup>151</sup>. Le nouveau

---

<sup>141</sup> OFPPRA, *Rapport de mission au Sri Lanka*, 08/2009, p.91., [url](#)

<sup>142</sup> OFPPRA, *Rapport de mission en République démocratique et socialiste de Sri Lanka*, 09/2011, p.90., [url](#) ; OFPPRA, *Rapport de mission au Sri Lanka*, 08/2009, p.34., [url](#)

<sup>143</sup> Reporters sans frontières (RSF), *Médias muselés ou menacés, pas de progrès pour la liberté de l'information*, 28/02/2012, [url](#) ; Freedom House, *Freedom on the Net 2016 – Sri Lanka Country Profile*, s. d., [url](#)

<sup>144</sup> Selon l'organisation *Reporter sans frontières*, ces sites étaient des « sites d'information indépendants majeurs ». Reporters sans frontières (RSF), *Médias muselés ou menacés, pas de progrès pour la liberté de l'information*, 28/02/2012, [url](#)

<sup>145</sup> Reporters sans frontières (RSF), *Médias muselés ou menacés, pas de progrès pour la liberté de l'information*, 28/02/2012, [url](#)

<sup>146</sup> OFPPRA, *Rapport de mission en République démocratique et socialiste de Sri Lanka*, 09/2011, p.92., [url](#)

<sup>147</sup> Reporters sans frontières (RSF), *Médias muselés ou menacés, pas de progrès pour la liberté de l'information*, 28/02/2012, [url](#)

<sup>148</sup> OFPPRA, *Rapport de mission en République démocratique et socialiste de Sri Lanka*, 09/2011, p.93., [url](#)

<sup>149</sup> Freedom House, *Freedom on the Net 2016 – Sri Lanka Country Profile*, s. d., [url](#) ; Human Rights Watch, *Sri Lanka – Country Summary*, 01/2018, p.5., [url](#) ; Royaume-Uni, Home Office, *Country Policy and Information Note – Sri Lanka : Journalists, media professionals and human rights activists*, 07/2017, p.4., [url](#) ; Australie, Département des affaires étrangères et du commerce, *DFAT Country Information Report Sri Lanka*, 24/01/2017, p.22., [url](#) ; Human Rights Watch, *Sri Lanka – Events of 2017*, s. d., [url](#) ; Royaume-Uni, Report of a Home Office Fact-Finding Mission, *Sri Lanka : treatment of Tamils and people who have a real or perceived association with the former Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE)*, 07/2016, p.14, [url](#)

<sup>150</sup> Sri Lanka, Ministry of Finance and Mass Media, *Sri Lanka improves significantly in press freedom*, 22/04/2016, [url](#) ; Australie, Département des affaires étrangères et du commerce, *DFAT Country Information Report Sri Lanka*, 24/01/2017, p.22., [url](#)

<sup>151</sup> *The Guardian*, "Sri Lanka's new president promises 'no more abductions, no more censorship'", 10/01/2015, [url](#)

gouvernement s'est également engagé à rouvrir les dossiers des journalistes disparus ou assassinés<sup>152</sup>.

Selon plusieurs sources gouvernementales et non-gouvernementales, les droits des journalistes et la liberté de la presse sont globalement respectés<sup>153</sup>. Ainsi, selon une déclaration du 8 mars 2016 du Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et le racisme (*International movement against all forms of discrimination and racism – IMADR*) adressée au Conseil des droits de l'homme des Nations unies :

« Pendant le conflit à Sri Lanka, la liberté d'expression des défenseurs des droits de l'homme était soumise à des ingérences systématiques du gouvernement, entraînant de nombreuses exactions, notamment de nombreuses disparitions forcées. Le nouveau gouvernement, qui est arrivé au pouvoir en janvier 2015, s'est engagé à résoudre ces problèmes. A ce jour, certains progrès ont été réalisés. Un certain nombre de journalistes en exil ont été invités à revenir dans le pays (cependant l'un d'entre eux a été arrêté à son retour), des sites web interdits ont été débloqués et les interdictions de voyager ont été levées. Cependant, les exactions antérieures n'ont pas été traitées »<sup>154</sup>.

Néanmoins, IMS a écrit dans un rapport de 2016 :

« Il reste encore beaucoup à faire pour améliorer la liberté d'expression et la liberté des médias à Sri Lanka, et pour créer un environnement plus favorable aux journalistes et aux autres professionnels des médias »<sup>155</sup>.

### 3.1.2. Pas de cas d'enlèvement ou d'assassinat relevé

Selon plusieurs sources publiques gouvernementales et non-gouvernementales, il n'y pas eu de cas d'enlèvement ou d'assassinat connu depuis l'élection du nouveau président<sup>156</sup>.

### 3.1.3. Baisse du contrôle gouvernemental et amélioration de la liberté d'expression

Le gouvernement s'est engagé à respecter la liberté d'expression et à mettre fin aux pratiques d'intimidation répandues sous le gouvernement antérieur<sup>157</sup>. Ainsi, selon le département des Affaires étrangères et du Commerce australien (DAFT), la surveillance qui visait les journalistes a diminué depuis 2015<sup>158</sup>.

---

<sup>152</sup> *The Guardian*, "Sri Lanka's new president promises 'no more abductions, no more censorship'", 10/01/2015, [url](#)

<sup>153</sup> Human Rights Watch, *Sri Lanka – Events of 2017*, s. d., [url](#) ; Royaume-Uni, Home Office, *Country Policy and Information Note – Sri Lanka : Journalists, media professionals and human rights activists*, 07/2017, p.5., [url](#) ; Etats-Unis, Département d'Etat américain, *Country Reports on Human Rights Practices for 2016*, Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, s. d., p.11., [url](#)

<sup>154</sup> The International movement against all forms of discrimination and racism (IMADR), *Freedom of Expression in Sri Lanka (January 2015 – Present)*, 08/03/2016, [url](#)

<sup>155</sup> International Media Support, Secretariat for Media Reforms, *Rebuilding Public Trust – An assessment of the Media Industry and Profession in Sri Lanka*, 05/2016, p IX, [url](#)

<sup>156</sup> Australie, Département des affaires étrangères et du commerce, *DFAT Country Information Report Sri Lanka*, 24/01/2017, p.22., [url](#) ; Royaume-Uni, *Report of a Home Office Fact-Finding Mission, Sri Lanka : treatment of Tamils and people who have a real or perceived association with the former Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE)*, 07/2016, p.20., [url](#) ; Committee to protect journalists (CPJ), *Sri Lanka*, s. d., [url](#)

<sup>157</sup> Australie, Département des affaires étrangères et du commerce, *DFAT Country Information Report Sri Lanka*, 24/01/2017, p.22., [url](#)

<sup>158</sup> *Ibid.*

Le gouvernement a également autorisé les journalistes ainsi que leurs homologues étrangers, à circuler librement dans le pays<sup>159</sup>. Selon les informations recueillies par plusieurs sources publiques (*Freedom House*, *Home office* britannique), les discours critiques à l'égard du gouvernement sont acceptés et l'autocensure a diminué<sup>160</sup>. La liberté d'expression sur Internet s'est également améliorée<sup>161</sup>.

### 3.2. Principaux titres actuels

Plusieurs listes des principaux médias sri lankais ont été mises en ligne par des sources publiques (*W3newspapers* et *BBC*)<sup>162</sup>.

Le groupe de presse *The Associated Newspapers of Ceylon Limited* (ANCL)<sup>163</sup>, fondé en 1926 et également appelé « Lake House », fait partie des plus gros groupes de presse du pays<sup>164</sup>. Il a été nationalisé en 1973 en raison de ses positions antigouvernementales<sup>165</sup>. Il est actuellement dirigé par l'homme d'affaire Krishantha Cooray<sup>166</sup>. Le groupe, entreprise publique, gère plusieurs quotidiens dont : *Daily News* (en langue anglaise), *Dinamina* (en langue cinghalaise), *Thinakaran* (en langue tamoule) ainsi que *Resa*, un nouveau quotidien lancé en janvier 2018<sup>167</sup>. Il possède également des publications hebdomadaires : *The Sunday Observer* (en langue anglaise), *Silumina* (en langue cinghalaise) et *Vaaramanjari* (en langue tamoule)<sup>168</sup>. Enfin, il est à la tête de nombreux périodiques dont la plupart sont publiés en langue cinghalaise. Ces derniers sont organisés autour de sujets et de cibles variés : santé (*Arogya*), cinéma (*Sarasaviya*), bouddhisme (*Budusarna*), enquêtes criminelles (*Manchu*), éducation (*Mihira*), astrologie (*Subasetha*), femmes (*Tharunie*), enfants (*Sithmina* et *Athuru Mithuru*), culture générale et étrangère (*Denamuthu*), tourisme et nature (*Mihithuru*) et religion (*Wesak Kalapaya*)<sup>169</sup>. Le mensuel *Vanna Vaanavil* est rédigé en langue tamoule et relaie principalement des informations à propos de divertissements (cinéma, sport, etc.)<sup>170</sup>.

D'autres sociétés de diffusion médiatique sont également dirigées par l'Etat : la *Sri Lanka Broadcasting Corporation* (SLBC)<sup>171</sup> (radio), la *Sri Lanka Rupavahini Corporation* (SLRC)<sup>172</sup> (télévision) et la *Independent Television Network* (ITN)<sup>173</sup>.

---

<sup>159</sup> *Ibid.*

<sup>160</sup> Freedom House, *Freedom on the Net 2016 – Sri Lanka Country Profile*, s. d., [url](#) ; Royaume-Uni, *Report of a Home Office Fact-Finding Mission, Sri Lanka : treatment of Tamils and people who have a real or perceived association with the former Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE)*, 07/2016, p.39., [url](#) ; Royaume-Uni, Home Office, *Country Policy and Information Note – Sri Lanka : Journalists, media professionals and human rights activists*, 07/2017, p.4-5., [url](#)

<sup>161</sup> Royaume-Uni, Home Office, *Country Policy and Information Note – Sri Lanka : Journalists, media professionals and human rights activists*, 07/2017, p.5-6., [url](#)

<sup>162</sup> *W3newspapers*, "Sri Lankan Newspapers and News Sites", s. d., [url](#) ; *BBC*, "Sri Lanka profile – media", 17/08/2016, [url](#)

<sup>163</sup> DIDR, "Sri Lanka : The Associated Newspapers of Ceylon Limited (ANCL) dit groupe "Lake House"", OFPRA, 05/05/2011.

<sup>164</sup> Freedom House, *Country at the crossroads 2012: Sri Lanka*, s. d., p. 16., [url](#)

<sup>165</sup> Site web Lake House; Freedom House, *Country at the crossroads 2012: Sri Lanka*, s. d., p. 16., [url](#) ; International Media Support, Secretariat for Media Reforms, *Rebuilding Public Trust – An assessment of the Media Industry and Profession in Sri Lanka*, 05/2016, p.61., [url](#)

<sup>166</sup> Lake House, [url](#)

<sup>167</sup> *Ibid.*, *Main Newspapers*.

<sup>168</sup> *Ibid.*

<sup>169</sup> Lake House, *Periodicals*, [url](#)

<sup>170</sup> *Ibid.*

<sup>171</sup> Sri Lanka, *The Ceylon Broadcasting Act, No. 37 of 1966*, 05/01/1967, [url](#)

<sup>172</sup> Sri Lanka, *The Sri Lanka Rupavahini Corporation Act, No. 6 of 1982*, [url](#)

<sup>173</sup> International Media Support, Secretariat for Media Reforms, *Rebuilding Public Trust – An assessment of the Media Industry and Profession in Sri Lanka*, 05/2016, p.61., [url](#)

Plusieurs organisations non-gouvernementales dénoncent l'absence de liberté éditoriale de ces médias publics<sup>174</sup> (voir 3.3.1.).

Des médias privés existent aussi<sup>175</sup>. Les principaux **groupes de presse privés** sont :

- **Upali Newspapers Limited** (Colombo) dont les principales publications sont le quotidien *The Island* (en langue anglaise) et le quotidien *Divaina* (en langue cinghalaise)
- **Wijeya Newspapers Limited** (Colombo) dont les principales publications sont le quotidien *Daily Mirror* (en langue anglaise), l'hebdomadaire *The Sunday Times* (en langue anglaise), le journal économique *Daily FT* et *Lankadeepa* (en langue cinghalaise).
- **Sumathi Newspapers Limited** (Colombo) dont la principale publication est l'hebdomadaire *Lakbima* (en langue cinghalaise)
- **Rivira Media Corporation (Pvt) Limited** (Colombo) dont les principales publications sont l'hebdomadaire *The Nation* (en langue anglaise) et l'hebdomadaire *Silumina* en langue cinghalaise.

Des **groupes de presses tamouls** sont également présents :

- **Uthayan Publication Limited** (Jaffna) qui publie le quotidien *Uthayan*.
- **Express Newspapers Ceylon (Pvt) Limited** (Colombo) qui publie le quotidien *Virakesari*.

Selon le rapport d'IMS de 2016, des **radios citoyennes** ont également été lancées comme *Nenasala Radio* et *Campus Radio*<sup>176</sup>. Selon l'ONG américaine *Freedom House*, ces médias divulguent des informations qui n'apparaissent pas dans les médias traditionnels et donne l'exemple de médias en ligne comme *Groundviews*, *Vikalpa*, *Roar* ou encore *Maatram*<sup>177</sup>.

### 3.3. Incidents relevés

#### 3.3.1. Manque de liberté éditoriale

Plusieurs sources non-gouvernementales (IMS, *Freedom House*) dénoncent le **manque de liberté éditoriale**<sup>178</sup>. Par exemple, le ministre chargé des médias nomme les membres de la SLRC<sup>179</sup>, désigne son président<sup>180</sup>, et peut également « de temps à autre, donner des directives générales ou spécifiques par écrit quant à l'exécution des fonctions

---

<sup>174</sup> Freedom House, *Country at the crossroads 2012: Sri Lanka*, s. d., p. 16., [url](#) ; International Media Support, Secretariat for Media Reforms, *Rebuilding Public Trust – An assessment of the Media Industry and Profession in Sri Lanka*, 05/2016, p.34. et p.109., [url](#)

<sup>175</sup> International Media Support, Secretariat for Media Reforms, *Rebuilding Public Trust – An assessment of the Media Industry and Profession in Sri Lanka*, 05/2016, p.180., [url](#); BBC, "Sri Lanka profile – media", 17/08/2016, [url](#) ; Australie, Département des affaires étrangères et du commerce, "DFAT Country Information Report Sri Lanka", 24/01/2017, p.21., [url](#)

<sup>176</sup> International Media Support, Secretariat for Media Reforms, *Rebuilding Public Trust – An assessment of the Media Industry and Profession in Sri Lanka*, 05/2016, p.72., [url](#)

<sup>177</sup> Freedom House, *Freedom on the Net 2016 – Sri Lanka Country Profile*, s. d., [url](#)

<sup>178</sup> International Media Support, Secretariat for Media Reforms, *Rebuilding Public Trust – An assessment of the Media Industry and Profession in Sri Lanka*, 05/2016, p.XI., [url](#) ; Freedom House, *Country at the crossroads 2012: Sri Lanka*, s. d., p. 16., [url](#)

<sup>179</sup> Section 3, Sri Lanka, *the Sri Lanka Rupavahini Corporation Act, No. 6 of 1982*, [url](#)

<sup>180</sup> *Ibid.*



et à l'exercice des pouvoirs de la société »<sup>181</sup> auxquelles la société doit se conformer<sup>182</sup>. En outre, la SLBC, créée en 1966<sup>183</sup>, est chargée de développer le service public de diffusion (radio et télévision), de superviser et de contrôler les programmes et d'avertir le ministre chargé des médias en cas de problème<sup>184</sup>. Selon le *Ceylon Broadcasting Corporation Act* de 1966, elle doit : « se conformer à la politique générale du gouvernement en matière de diffusion et se conformer aux directives générales ou particulières du ministre en vertu de la politique du gouvernement. »<sup>185</sup>. Les cinq membres de cette corporation sont nommés par le ministre chargé des médias<sup>186</sup>, pour une période de quatre ans<sup>187</sup>. Le ministre peut révoquer un membre sans justification<sup>188</sup>. Selon la section 44 de la loi précitée, il est également chargé de délivrer les licences pour les radios et les chaînes de télévision : « Le ministre peut, s'il l'estime nécessaire et après consultation de la Corporation, délivrer à quiconque une licence pour l'établissement et l'entretien d'une station/chaîne de diffusion privée dans n'importe quelle zone du pays. »<sup>189</sup>. Une enquête sur la demande de licence doit être effectuée avant la délivrance<sup>190</sup>. Les programmes diffusés par les chaînes de diffusion privées peuvent être placés sous le contrôle de la Corporation<sup>191</sup>. La loi précise : « cet acte prévaut sur d'autres lois écrites »<sup>192</sup>. Selon les propos de diffuseurs recueillis par IMS en 2016 : « Le processus de délivrance des licences dépendait largement de la bonne volonté du ministre concerné. »<sup>193</sup>.

Selon les informations rapportées par le *Home Office* britannique dans le rapport d'une mission de recueil d'informations conduite en 2016 à Sri Lanka, certains journalistes de la presse locale reçoivent parfois des **pots-de-vin**<sup>194</sup>.

Le manque de liberté éditoriale dans les médias privés est également dénoncé. Selon IMS, les journalistes qui travaillent pour des médias privés subissent des pressions afin que les informations diffusées soient en accord avec les intérêts politiques et commerciaux de leurs sociétés<sup>195</sup>. L'ONG ajoute que les pressions sont également parfois externes et proviennent de différentes personnes dont des politiciens<sup>196</sup>. Cette ONG relève également des problèmes au niveau de l'accréditation<sup>197</sup> des journalistes délivrée par le Département de l'Information du ministère chargé des médias, qui a parfois été refusée à certains journalistes critiquant le gouvernement<sup>198</sup>.

---

<sup>181</sup> Section 22, Sri Lanka, *the Sri Lanka Rupavahini Corporation Act, No. 6 of 1982*, [url](#)

<sup>182</sup> Section 22, Sri Lanka, *the Sri Lanka Rupavahini Corporation Act, No. 6 of 1982*, [url](#)

<sup>183</sup> Sri Lanka, *Ceylon Broadcasting Corporation Act (No.37 of 1966)*, 1966, 9 p., [url](#)

<sup>184</sup> *Ibid.*, Section 2.

<sup>185</sup> Section 5, *Ceylon Broadcasting Corporation Act (No.37 of 1966)*, 1966, [url](#)

<sup>186</sup> Section 6, *Ceylon Broadcasting Corporation Act (No.37 of 1966)*, 1966, [url](#)

<sup>187</sup> *Ibid.*, Section 7.

<sup>188</sup> *Ibid.*, Section 8.

<sup>189</sup> article 1, Section 44, *Ceylon Broadcasting Corporation Act (No.37 of 1966)*, 1966, [url](#)

<sup>190</sup> Article 2, Section 44, *Ceylon Broadcasting Corporation Act (No.37 of 1966)*, 1966, [url](#)

<sup>191</sup> *Ibid.*, Article 4, Section 44.

<sup>192</sup> *Ibid.*, Section 47.

<sup>193</sup> International Media Support, Secretariat for Media Reforms, *Rebuilding Public Trust – An assessment of the Media Industry and Profession in Sri Lanka*, 05/2016, p.31., [url](#)

<sup>194</sup> Royaume-Uni, Report of a Home Office Fact-Finding Mission, *Sri Lanka : treatment of Tamils and people who have a real or perceived association with the former Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE)*, 07/2016, p.40., [url](#)

<sup>195</sup> International Media Support, Secretariat for Media Reforms, *Rebuilding Public Trust – An assessment of the Media Industry and Profession in Sri Lanka*, 05/2016, p.25., [url](#)

<sup>196</sup> *Ibid.*, p.26.

<sup>197</sup> Elle permet notamment aux journalistes d'assister à des conférences officielles.

<sup>198</sup> International Media Support, Secretariat for Media Reforms, *Rebuilding Public Trust – An assessment of the Media Industry and Profession in Sri Lanka*, 05/2016, p.35., [url](#)

Plusieurs organisations de défense des droits des journalistes s'inquiétaient en mars 2016 de la déclaration du ministre des Réformes parlementaires et des Médias de masse (*Ministry of Parliamentary Reforms and Mass Media*) voulant faire enregistrer les sites web avant la fin de ce mois, à défaut de les considérer comme illégaux<sup>199</sup>. Le gouvernement a justifié cette mesure par sa volonté de fournir une accréditation officielle à ces sites et s'est défendu de vouloir les surveiller<sup>200</sup>. RSF a commenté à ce propos : « Une directive vague et disproportionnée qui a immédiatement rappelé à la presse et aux citoyens-journalistes le régime de censure instauré par l'ancien président [Rajapaksa]. »<sup>201</sup>.

Par ailleurs, les télécommunications sont régies par la Commission de réglementation des télécommunications de Sri Lanka (*Telecommunications Regulatory Commission of Sri Lanka – TRCSL*)<sup>202</sup>. Or, selon plusieurs sources publiques non-gouvernementale, médiatique et gouvernementale, elle relève du Président de la République, et le secrétaire de ce dernier, Udaya R. Seneviratne, la préside<sup>203</sup>. *Freedom House* a dénoncé cette situation en 2016 et appelait à garantir l'indépendance et la transparence de cette Commission<sup>204</sup>. Par ailleurs, le site web sri-lankais d'informations *Asian Mirror* rapportait en juillet 2018 le tweet du journaliste Shan Wijethunga qui déclarait : « Une source fiable a révélé que le gouvernement sri lankais est en train de rédiger un nouveau projet de loi sur les communications électroniques. Le projet aura des similitudes avec la *Independent Communication Authority* sud-africaine »<sup>205</sup>. Selon l'article du site *Asian Mirror*, ce projet de loi couvre également le domaine de la diffusion publique<sup>206</sup>.

### 3.3.1. Rétablissement du *Sri Lanka Press Council*

Le *Sri Lanka Press Council*, auparavant considéré comme l'un des « outils de répression de la presse sri lankaise » par RSF<sup>207</sup>, a été rétabli en 2015<sup>208</sup> (voir 1.5.).

### 3.3.2. Domaines sensibles et actes d'intimidation

Certaines sources rapportent une requête officieuse de ne pas diffuser d'informations à propos de sujets sensibles comme les incidents entre Tamouls et Cinghalais<sup>209</sup>. En effet,

---

<sup>199</sup> Freedom House, *Freedom on the Net 2016 – Sri Lanka Country Profile*, s. d., [url](#) ; Reporters sans frontières (RSF), *Sri Lanka*, s. d., [url](#)

<sup>200</sup> Freedom House, *Freedom on the Net 2016 – Sri Lanka Country Profile*, s. d., [url](#)

<sup>201</sup> Reporters sans frontières (RSF), *Sri Lanka*, s. d., [url](#)

<sup>202</sup> Sri Lanka, *Sri Lanka Telecommunication (Amendment) Act (No. 27 of 1996)*, 1996, [url](#)

<sup>203</sup> *AsianMirror*, "Is government Drafting New Bill to control and regulate electronic Communication and Public Broadcasting?", 18/07/2018, [url](#) ; Telecommunications Regulatory Commission of Sri Lanka, *Members of the Commission*, s. d., [url](#) ; Freedom House, *Freedom on the Net 2016 – Sri Lanka Country Profile*, s. d.

<sup>204</sup> " (...) a pressing need", Freedom House, *Freedom on the Net 2016 – Sri Lanka Country Profile*, s. d., [url](#)

<sup>205</sup> *AsianMirror*, "Is government Drafting New Bill to control and regulate electronic Communication and Public Broadcasting?", 18/07/2018, [url](#)

<sup>206</sup> *AsianMirror*, "Is government Drafting New Bill to control and regulate electronic Communication and Public Broadcasting?", 18/07/2018, [url](#)

<sup>207</sup> Reporters sans frontières (RSF), *Réactivation du Conseil de la Presse, une menace pour la liberté des médias*, 13/07/2015, [url](#)

<sup>208</sup> Australie, Département des affaires étrangères et du commerce, *DFAT Country Information Report Sri Lanka*, 24/01/2017, p.21., [url](#) ; Reporters sans frontières (RSF), *Réactivation du Conseil de la Presse, une menace pour la liberté des médias*, 13/07/2015, [url](#)

<sup>209</sup> Royaume-Uni, Report of a Home Office Fact-Finding Mission, *Sri Lanka : treatment of Tamils and people who have a real or perceived association with the former Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE)*, 07/2016, p.38. ; Reporters sans frontières (RSF), *Sri Lanka*, s. d., [url](#)

selon *Freedom House*, « les médias restent encore à l'écart de certains sujets, tels que les questions controversées concernant l'armée, par crainte des représailles »<sup>210</sup>.

En avril 2015, RSF se déclarait « inquiète des multiples convocations de journalistes par la police de Colombo »<sup>211</sup>. Elle rapportait alors le cas de six journalistes<sup>212</sup> convoqués au mois d'avril par la Section criminelle de la police de Colombo (*Colombo Crime Division – CDD*)<sup>213</sup>. Toujours selon ce communiqué de l'organisation, deux autres journalistes ont déclaré avoir été agressés par des officiers de police<sup>214</sup>. Par ailleurs, des cas d'intimidation, commis essentiellement par des autorités locales, sont rapportés<sup>215</sup>. Selon la *Fédération internationale des journalistes* (FIJ)<sup>216</sup>, le 7 avril 2015, à Jaffna, trois journalistes ont été pourchassés par des policiers saouls armés de couteaux<sup>217</sup>. Toujours selon cette source, le 8 avril 2015, N. Logathayalan, journaliste pour *Uthayan*, a été arrêté pour diffamation par la police locale et est resté en garde à vue jusqu'au 9 avril<sup>218</sup>. Selon le département d'Etat américain, des journalistes originaires de Jaffna ont déclaré avoir été menacés en avril 2016 par la police locale alors qu'ils enquêtaient sur une potentielle contamination d'eau<sup>219</sup>. Parmi eux, certains ont dit avoir été suivis par la police ou arrêtés<sup>220</sup>. Selon RSF, le 2 juin 2016, le rédacteur en chef du site d'informations *meepura.com* a été agressé à Negombo (Ouest), alors qu'il enquêtait sur la corruption dans cette ville, et plus particulièrement sur l'adjoint au maire Dayan Lanza, frère de l'ancien vice-ministre aux Affaires intérieures Nimal Lanza<sup>221</sup>.

Plusieurs sources publiques (RSF, CPJ, *Meepura*, gouvernement sri-lankais) rapportent l'agression du journaliste Freddy Gamage, rédacteur en chef du journal *Meepura* et actif dans diverses associations de journalistes<sup>222</sup>, qui s'est déroulé au nord de Colombo, au mois de juin 2016<sup>223</sup>. Cette agression a été immédiatement condamnée par le porte-parole du gouvernement, Dharshani Gunatilaka, qui a déclaré : « le gouvernement n'autorisera plus jamais que la répression des médias, qui a prévalu par le passé, se

---

<sup>210</sup> Freedom House, *Freedom on the Net 2016 – Sri Lanka Country Profile*, s. d., [url](#)

<sup>211</sup> Reporters sans frontières (RSF), *RSF inquiète des multiples convocations de journalistes par la police de Colombo*, 29/04/2015, [url](#)

<sup>212</sup> Selon RSF, quatre journalistes tamouls ont été convoqués : Anthony Thevarajan Mark (journaliste pour *Rupavahini* Corporation), Jude Pelistis (ITN), Lambert Rosairo et Ponnaia Manikkavasagam (BBC et *Veerakesari*). Quelques jours avant, le journaliste James Joseph Fernando qui travaillait notamment pour le quotidien tamoul *Veerakesari*, a lui aussi été convoqué en raison de son enquête sur une éventuelle stratégie de repeuplement du nord du pays menée par le gouvernement. Au début du mois d'avril, le journaliste N. Logathayalan (*Uthayan*) avait été arrêté à cause d'un article accusant des policiers d'être impliqués dans un incident violent à Jaffna. Reporters sans frontières (RSF), *RSF inquiète des multiples convocations de journalistes par la police de Colombo*, 29/04/2015, [url](#)

<sup>213</sup> Reporters sans frontières (RSF), *RSF inquiète des multiples convocations de journalistes par la police de Colombo*, 29/04/2015, [url](#)

<sup>214</sup> *Ibid.*

<sup>215</sup> Etats-Unis, Département d'Etat américain, *Country Reports on Human Rights Practices for 2016*, Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, s. d., p.11., [url](#)

<sup>216</sup> Cette confédération internationale de syndicats de journalistes soutient les journalistes et défendent leurs syndicats.

<sup>217</sup> Fédération internationale des journalistes (FIJ), *Sri Lanka police in Jaffna criticized for arrest and intimidation of journalists*, 13/04/2015, [url](#)

<sup>218</sup> Fédération internationale des journalistes (FIJ), *Sri Lanka police in Jaffna criticized for arrest and intimidation of journalists*, 13/04/2015, [url](#)

<sup>219</sup> Etats-Unis, Département d'Etat américain, *Country Reports on Human Rights Practices for 2016*, Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, s. d., p.11., [url](#)

<sup>220</sup> *Ibid.*

<sup>221</sup> RSF, *Sri Lanka : RSF met en garde Dayan Lanza contre toutes représailles à l'encontre du journaliste Freddy Gamage*, 09/06/2016, [url](#)

<sup>222</sup> Selon l'ONG CPJ, le journaliste est président de la *Professional Web Journalists Association* et fait partie des administrateurs du *Action Committee for Media Freedom*. Committee to protect journalists (CPJ), *Sri Lankan journalist Freddy Gamage back in hospital, still under threat*, 14/06/2016, [url](#)

<sup>223</sup> Committee to protect journalists (CPJ), *Masked men attack muckraking Sri Lankan editor*, 03/06/2016, [url](#) ; *Meepura*, "නගර සහානේ සිසිටිවී කැමරා දර්ශන පොලිසියට " , 03/06/2016, [url](#)

reproduise »<sup>224</sup>. L'ONG internationale *Committee to Protect Journalists* (CPJ) a rapporté que le journaliste soupçonnait des politiciens locaux d'avoir commandité son agression, en raison d'une enquête qu'il menait sur la corruption locale<sup>225</sup>. Selon RSF, le journaliste a, à nouveau, été victime d'une agression au début de l'année 2018<sup>226</sup>.

Selon plusieurs sources publiques gouvernementale, non-gouvernementale et médiatique, le vice-amiral Ravi Wijayagunaratne a agressé physiquement et verbalement le correspondant local des quotidiens *The Island* et *Divaina*<sup>227</sup> à Hambantota le 10 décembre 2016<sup>228</sup>. Face à l'absence de réaction du gouvernement, une manifestation a été organisée par environ 200 journalistes devant la *Colombo Fort Railway Station*<sup>229</sup>. En outre, le Directeur général de l'information, Ranga Kalansooriya, a accusé le journaliste victime de l'agression d'avoir : « violé les pratiques éthiques de base en couvrant des situations sensibles de conflit »<sup>230</sup>. Le site web d'informations *Lankaweb* rapporte que Ravi Wijayagunaratne a ultérieurement été promu au titre d'amiral<sup>231</sup>.

### 3.3.4. Le cas des journalistes tamouls

Dans ce contexte, les journalistes tamouls sont particulièrement visés<sup>232</sup>. En juin 2015, S. Srikajan, rédacteur en chef du quotidien tamoul *Virakesari*, déclarait :

« Nous, dans les médias de langue tamoule, n'avons même pas la moitié des droits à l'information et à la liberté d'expression dont jouissent les journaux de langue cinghalaise. Même certains confrères journalistes nous harcèlent. Par exemple, les habitants de ce pays – et nous dans les médias tamouls – n'ont pas de liberté pour savoir ce qui se passe dans (les anciennes zones de guerre) au Nord. Obtenir et présenter des informations à nos lecteurs tamouls est un combat quotidien pour nous. Je ne vois aucune différence entre la période où la guerre avait lieu et maintenant. »<sup>233</sup>.

JDS a mentionné plusieurs événements ayant eu lieu au mois de juillet 2017 :

- Le 12 juillet, le journaliste tamoul Thambithurai Pratheepan a été convoqué par l'Unité de prévention contre le crime organisé (*Organised crime prevention unit*) et a été interrogé pendant plus de trois heures au sujet d'une conférence de presse du conseiller provincial tamoul M.K. Shivajiligam, qui portait sur la commémoration des victimes de la guerre<sup>234</sup>. Ce journaliste a dû signer une déclaration en cinghalais, langue qu'il ne lisait pas<sup>235</sup>.

---

<sup>224</sup> The Official government news portal of Sri Lanka, *Government condemn Web Journalist attack*, 03/06/2016, [url](#) ; Committee to protect journalists (CPJ), *Masked men attack muckraking Sri Lankan editor*, 03/06/2016, [url](#)

<sup>225</sup> Committee to protect journalists (CPJ), *Sri Lankan journalist Freddy Gamage back in hospital, still under threat*, 14/06/2016, [url](#)

<sup>226</sup> Reporters sans frontières, *Sri Lanka*, s. d., [url](#)

<sup>227</sup> Selon la Fédération internationale des journalistes (FIJ), le journaliste enquêtait alors sur les actions menées par la marine afin de rouvrir le port bloqué par les travailleurs. Fédération internationale des journalistes (IFJ), *Sri Lankan Navy Commander assaults journalist*, 13/12/2016, [url](#)

<sup>228</sup> Fédération internationale des journalistes (IFJ), *Sri Lankan Navy Commander assaults journalist*, 13/12/2016, [url](#) ; Etats-Unis, Département d'Etat américain, *Country Reports on Human Rights Practices for 2016*, Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, s. d., p.11., [url](#) ; *The Sunday Times*, "Alleged assault of journalist at H'tota port : Govt. stays mum", 18/12/2016, [url](#)

<sup>229</sup> *The Sunday Times*, "Alleged assault of journalist at H'tota port : Govt. stays mum", 18/12/2016, [url](#)

<sup>230</sup> *Ibid.*

<sup>231</sup> *Lankaweb*, "Scribes drowning in crocodile tears", 06/12/2017, [url](#)

<sup>232</sup> RSF, *Sri Lanka*, s. d., [url](#)

<sup>233</sup> International Media Support, Secretariat for Media Reforms, *Rebuilding Public Trust – An assessment of the Media Industry and Profession in Sri Lanka*, 05/2016, p.30., [url](#)

<sup>234</sup> Journalists for democracy in Sri Lanka (JDS), *Sri Lanka : Two UN visits and three incidents of Tamil media harassment*, 21/07/2017, [url](#)

<sup>235</sup> *Ibid.*

- Le journaliste Uthayarasa Shalin a été empêché de couvrir une manifestation contre l'enlèvement d'une personne par les forces armées sri lankaises.
- Deux visites imprévues de la police ont eu lieu dans les bureaux de la *IBC Tamil TV* de Colombo, antenne locale de la société de médias *IBC Tamil* basée à Londres<sup>236</sup>. Le 13 juillet, deux policiers de la *Community division of the Wellawatte (Colombo 5) police station* se sont rendus dans les locaux de la chaîne de télévision et ont demandé des renseignements personnels sur les membres de l'équipe<sup>237</sup>. Le 17 juillet, deux autres policiers se sont présentés et ont posé le même genre de questions<sup>238</sup>. Des plaintes ont été déposées auprès de la police et du ministre chargé des médias<sup>239</sup>. Parallèlement, certains médias ont accusé cette chaîne de télévision de diffuser de fausses informations et d'être une « Tamil Tiger diaspora TV »<sup>240</sup>.

A propos de ces événements, la JDS a constaté : « un effort concerté des forces de sécurité soutenues par la presse nationaliste cinghalaise pour semer la peur chez les journalistes tamouls et les institutions médiatiques qui dénoncent les violations persistantes à Sri Lanka, en particulier contre les Tamouls »<sup>241</sup>.

Selon plusieurs sources publiques non-gouvernementales et médiatique, un journaliste tamoul a été harcelé par les forces de sécurité sri lankaises au mois de mars 2018<sup>242</sup>. En effet, Shanmugam Thavaseelan, journaliste pour la *Asia Broadcasting Corporation (ABC)* originaire de la province du Vanni, a été arrêté le 19 mars à Mullaitivu (Nord) et détenu pendant plusieurs heures<sup>243</sup>. Toujours selon ces mêmes sources, il enquêtait alors sur des terres occupées par les forces armées sri-lankaises<sup>244</sup>, sur lesquelles sont situées des cimetières où sont enterrés principalement des combattants des LTTE, dont les tombes ont été saccagées par les militaires<sup>245</sup>. Les collègues du journaliste avaient averti le porte-parole de l'armée, qui était alors intervenu pour qu'il soit libéré<sup>246</sup>. Cependant, des sources publiques (FIJ, *TamilNet*) rapportent que les militaires lui avaient déclaré : « Nous te surveillerons et nous t'attraperons à la prochaine occasion. »<sup>247</sup>.

---

<sup>236</sup> Journalists for democracy in Sri Lanka (JDS), Sri Lanka : Two UN visits and three incidents of Tamil media harassment, 21/07/2017, [url](#) ; Journalists for democracy in Sri Lanka (JDS), « Tamil journalists in fear after police visit office in Colombo », 18/07/2017, [url](#)

<sup>237</sup> Journalists for democracy in Sri Lanka (JDS), *Tamil journalists in fear after police visit office in Colombo*, 18/07/2017, [url](#)

<sup>238</sup> *Ibid.*

<sup>239</sup> Journalists for democracy in Sri Lanka (JDS), *Sri Lanka : Two UN visits and three incidents of Tamil media harassment*, 21/07/2017, [url](#)

<sup>240</sup> *Ibid.*

<sup>241</sup> "The Journalists for Democracy in Sri Lanka (JDS) see a concerted effort by Security forces aided by the Sinhala nationalist press to instill fear in Tamil journalists and media institutions who highlight ongoing violations in Sri Lanka particularly against Tamils.", Journalists for democracy in Sri Lanka (JDS), « Tamil journalists in fear after police visit office in Colombo », 18/07/2017, [url](#)

<sup>242</sup> Journalists for democracy in Sri Lanka (JDS), *Sri Lanka military harass Tamil journalist for filming in occupied cemetery*, 23/03/2018, [url](#) ; Fédération internationale des journalistes (FIJ), *Sri Lanka : un journaliste de la province détenu et menacé par l'armée*, 28/03/2018, [url](#) ; *TamilNet*, "SL military harassment against Tamil journalists continues in Vanni", 22/03/2018, [url](#)

<sup>243</sup> Journalists for democracy in Sri Lanka (JDS), *Sri Lanka military harass Tamil journalist for filming in occupied cemetery*, 23/03/2018, [url](#) ; Fédération internationale des journalistes (FIJ), *Sri Lanka : un journaliste de la province détenu et menacé par l'armée*, 28/03/2018, [url](#) ; *TamilNet*, "SL military harassment against Tamil journalists continues in Vanni", 22/03/2018, [url](#)

<sup>244</sup> Journalists for democracy in Sri Lanka (JDS), *Sri Lanka military harass Tamil journalist for filming in occupied cemetery*, 23/03/2018, [url](#) ; Fédération internationale des journalistes (FIJ), *Sri Lanka : un journaliste de la province détenu et menacé par l'armée*, 28/03/2018, [url](#)

<sup>245</sup> Journalists for democracy in Sri Lanka (JDS), *Sri Lanka military harass Tamil journalist for filming in occupied cemetery*, 23/03/2018, [url](#) ; *TamilNet*, "SL military harassment against Tamil journalists continues in Vanni", 22/03/2018, [url](#)

<sup>246</sup> Fédération internationale des journalistes (FIJ), *Sri Lanka : un journaliste de la province détenu et menacé par l'armée*, 28/03/2018, [url](#)

<sup>247</sup> « We will watching you and get you at the next opportunity », *TamilNet*, "SL military harassment against Tamil journalists continues in Vanni", 22/03/2018, [url](#) ; Fédération internationale des journalistes (FIJ), *Sri Lanka : un journaliste de la province détenu et menacé par l'armée*, 28/03/2018, [url](#)

Selon le site web d'informations *TamilNet* proche des LTTE, les journalistes originaires du Vanni font parfois appel à des journalistes de Jaffna pour éviter d'être confrontés aux forces de sécurité<sup>248</sup>. Cependant, toujours selon ce site web, huit journalistes de Jaffna<sup>249</sup>, venus enquêter sur les agissements des forces de sécurité qui empêchaient les pêcheurs et fermiers tamouls d'avoir accès à un réservoir d'irrigation de Mullaitivu, ont été menacés en décembre 2017<sup>250</sup>. Alors que des militaires ont voulu confisquer leurs caméras au nom de la sécurité nationale, des policiers ont effacé les photographies et les vidéos prises sur place<sup>251</sup>.

A propos de la situation des journalistes, V. Premnath, journaliste pour *Uthayan* a déclaré en janvier 2018 : « Même après 2015, nous sommes confrontés à énormément d'intimidation et de harcèlement de la part des autorités gouvernementales, de l'armée et de la police. »<sup>252</sup>. Par ailleurs, selon les informations recueillies par le DFAT australien, la stratégie d'assimilation des défenseurs des droits des journalistes et des journalistes avec le mouvement des LTTE continue<sup>253</sup>.

### 3.3.5. Surveillance, censure et autocensure

Plusieurs sources publiques dénoncent la surveillance dont sont victimes les journalistes<sup>254</sup>. Le rapport de la mission de recueil d'informations menée en juillet 2016 par une équipe du *Home office* britannique relaie les propos tenus lors d'une réunion avec le *Jaffna Press Club* : « Pendant la guerre, ce n'était pas possible de dire des choses, la différence maintenant est que vous ne serez pas tué immédiatement, vous serez juste suivi »<sup>255</sup>. Le club affirmait être surveillé par les renseignements militaires<sup>256</sup>.

Plusieurs sources s'accordent sur le fait que la censure a diminué voire cessé<sup>257</sup>. Cependant, elles reconnaissent également que la pratique de l'autocensure, conséquence de la culture de peur héritée du passé<sup>258</sup> et résultat du contexte de méfiance actuel<sup>259</sup>, est toujours répandue<sup>260</sup>. Ainsi, selon IMS : « Sri Lanka n'a pas eu de censure formelle depuis quelques années, mais en raison de l'environnement hostile et

---

<sup>248</sup> *TamilNet*, "SL military harassment against Tamil journalists continues in Vanni", 22/03/2018, [url](#)

<sup>249</sup> Selon le site web d'informations *TamilNet*, l'équipe était composée de : K. Selvakumar, S. Baskaran, T. Pradeepan, T. Vinojith, V. Kajeepan, S. Nitharshan, S. Hamsan et K. Sabes. *TamilNet*, "Sinhala policemen force Tamil journalists to delete evidence of Sinhalicisation in Mullaitheevu", 10/12/2017, [url](#)

<sup>250</sup> *TamilNet*, "SL military harassment against Tamil journalists continues in Vanni", 22/03/2018, [url](#)

<sup>251</sup> *TamilNet*, "Sinhala policemen force Tamil journalists to delete evidence of Sinhalicisation in Mullaitheevu", 10/12/2017, [url](#)

<sup>252</sup> Committee to protect journalists (CPJ), *Lost of talk but little progress in Sri Lanka over journalist murders*, 09/01/2018, [url](#)

<sup>253</sup> Australie, Département des affaires étrangères et du commerce, *DFAT Country Information Report Sri Lanka*, 24/01/2017, p.21.

<sup>254</sup> Royaume-Uni, Report of a Home Office Fact-Finding Mission, *Sri Lanka : treatment of Tamils and people who have a real or perceived association with the former Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE)*, 07/2016, p.11, p.20. et p.22., [url](#) ; Royaume-Uni, Home Office, *Country Policy and Information Note – Sri Lanka : Journalists, media professionals and human rights activists*, 07/2017, p.5., [url](#)

<sup>255</sup> Royaume-Uni, Report of a Home Office Fact-Finding Mission, *Sri Lanka : treatment of Tamils and people who have a real or perceived association with the former Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE)*, 07/2016, p.22., [url](#)

<sup>256</sup> *Ibid.*

<sup>257</sup> Etats-Unis, Département d'Etat américain, *Country Reports on Human Rights Practices for 2016*, Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, s. d., p.12., [url](#) ; Australie, Département des affaires étrangères et du commerce, *DFAT Country Information Report Sri Lanka*, 24/01/2017, p.21., [url](#)

<sup>258</sup> *Ground Views*, "Survivalist and Irrepressible: The Two Faces of the Sri Lankan Media", 01/05/2017, [url](#)

<sup>259</sup> International Media Support, Secretariat for Media Reforms, *Rebuilding Public Trust – An assessment of the Media Industry and Profession in Sri Lanka*, 05/2016, p.43., [url](#)

<sup>260</sup> Australie, Département des affaires étrangères et du commerce, *DFAT Country Information Report Sri Lanka*, 24/01/2017, p.21., [url](#) ; Etats-Unis, Département d'Etat américain, *Country Reports on Human Rights Practices for 2016*, Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, s. d., p.12., [url](#) ;

dangereux qui a prévalu jusqu'en 2015, la plupart des médias et des journalistes ont pratiqué l'autocensure. »<sup>261</sup>.

Selon *Freedom House*, le blocage de sites Internet a diminué<sup>262</sup>. Cependant, toujours selon cette source, la Commission de réglementation des télécommunications du Sri Lanka (TRCSL), créé en 1996, a parfois restreint l'accès à Internet depuis 2015<sup>263</sup>. Des sites web appartenant à l'ancien président Rajapaksa ont, par exemple, été bloqués en 2016<sup>264</sup>. Selon plusieurs articles du site web d'informations en langue anglaise *Colombo Telegraph*<sup>265</sup>, le site web *Madinda.info*, géré par le centre d'informations Mahinda Rajapaksa (*Mahinda Rajapaksa Information Center*), a par exemple été bloqué à plusieurs reprises, notamment avant les élections parlementaires d'août 2015, sur ordre de la TRCSL<sup>266</sup>. Toujours selon ces articles, le président avait pourtant demandé en janvier 2015 de supprimer la possibilité de censurer les sites web<sup>267</sup>, ce qui est autorisée par la section 69 de la loi de 1991 sur les télécommunications<sup>268</sup>.

Par ailleurs, au mois de mars 2018, plusieurs organisations des droits des journalistes se sont inquiétées face à l'application de la décision de la TRCSL de limiter l'accès aux réseaux sociaux pendant trois jours, dans le contexte des émeutes antimusulmanes qui avaient eu lieu à Kandy et à Ampara et de la proclamation de l'état d'urgence<sup>269</sup>.

### 3.3.7. Invitation au retour d'exil

En 2015, le nouveau gouvernement a invité les journalistes en exil à revenir dans le pays<sup>270</sup>. Certains ont accepté, comme le journaliste Sunanda Deshapriya<sup>271</sup>. Cependant, des cas d'arrestation ont été dénoncés. Le JDS a signalé, par exemple, le cas du journaliste tamoul Punniyamoorthi Sasikaran, arrêté le 20 janvier 2016 à l'aéroport international de Colombo (Katunayake) alors qu'il revenait à Sri Lanka après un exil de quatre ans<sup>272</sup>. Il était accusé d'avoir quitté illégalement le pays et soupçonné d'avoir été un passeur de migrants<sup>273</sup>. Il a ensuite été libéré sous caution, mais il a reçu l'interdiction de quitter le territoire pendant cinq ans et l'ordre de pointer au Département des enquêtes criminelles (CID) tous les mois<sup>274</sup>. Le JDS a publié la lettre de celui-ci datée du 18 décembre 2015 et adressée au Président de la République : « Sur votre invitation, à la suite de la formation d'un nouveau gouvernement, je souhaite revenir dans mon pays

---

<sup>261</sup> International Media Support, Secretariat for Media Reforms, *Rebuilding Public Trust – An assessment of the Media Industry and Profession in Sri Lanka*, 05/2016, p.43., [url](#)

<sup>262</sup> Freedom House, *Freedom on the Net 2016 – Sri Lanka Country Profile*, s. d., [url](#)

<sup>263</sup> *Ibid.*

<sup>264</sup> *Ibid.*

<sup>265</sup> Selon les informations recueillies sur le site du *Colombo Telegraph*, ce site web d'informations est dirigé par un groupe de journalistes en exil.

<sup>266</sup> *Colombo Telegraph*, "Mahinda's Website unblocked; Mobitel Says TRC ordered blockade", 14/09/2015, [url](#) ;

*Colombo Telegraph*, "Mobitel Blocks Mahinda Rajapaksa's Website", 13/09/2015, [url](#)

<sup>267</sup> *Colombo Telegraph*, "Mahinda's Website unblocked; Mobitel Says TRC ordered blockade", 14/09/2015, [url](#) ;

*Colombo Telegraph*, "Mobitel Blocks Mahinda Rajapaksa's Website", 13/09/2015, [url](#)

<sup>268</sup> Section 69, *Sri Lanka Telecommunications Act (No. 25 of 1991)*, 1991, [url](#)

<sup>269</sup> Fédération internationale des journalistes (FIJ), *Escalade de violence au Sri Lanka : le gouvernement ferme l'accès aux réseaux sociaux*, 19/03/2018, [url](#) ; Committee to protect journalists (CPJ), *Sri Lanka's telecom authority blocks social media sites messaging apps*, 07/03/2018, [url](#)

<sup>270</sup> Human Rights Watch, *Sri Lanka – Events of 2016*, s. d., [url](#) ; Royaume-Uni, Report of a Home Office Fact-Finding Mission, *Sri Lanka : treatment of Tamils and people who have a real or perceived association with the former Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE)*, 07/2016, p.20., [url](#) ;

<sup>271</sup> Fédération internationale des journalistes (FIJ), *Blog de la FIG : disparitions de journalistes au Sri Lanka : leçons tirées*, 19/11/2015, [url](#)

<sup>272</sup> Journalists for democracy in Sri Lanka (JDS), *Returning Tamil journalist shocked of 'betrayal' by fellow Sinhalese*, 08/02/2016, [url](#)

<sup>273</sup> *Ibid.*

<sup>274</sup> *Ibid.*

natal. Je demande respectueusement à votre Excellence de me fournir la sécurité nécessaire pour réaliser mon souhait.»<sup>275</sup>.

*TamilNet* rapporte également les déclarations de défenseurs des droits des journalistes qui dénoncent les interrogatoires subis par les journalistes tamouls à leur retour<sup>276</sup>. Selon eux, dans le cadre d'interrogatoires conduits par le ministère de la Défense (MOD), les journalistes ont dû prêter serment de loyauté à l'Etat unitaire de Sri Lanka<sup>277</sup>. En cas de violation du serment, ils ont été menacés d'être envoyés en « réhabilitation militaire »<sup>278</sup>.

Par ailleurs, le *Home Office* britannique rapportait en 2016 des cas de suicides chez des journalistes revenus d'exil, en raison de l'absence d'opportunités professionnelles et de la pauvreté auxquelles ils étaient confrontés<sup>279</sup>.

### 3. Attitude des autorités

#### 3.1. Critiques publiques de la liberté de la presse

*Freedom House* a dénoncé dans un rapport de 2016, les critiques effectuées par certaines personnalités du gouvernement sri-lankais à propos de la liberté accordée aux médias<sup>280</sup>. En effet, selon cette ONG, le ministre des Finances, Ravi Karunanayake, a, par exemple, déclaré que les médias devaient « éviter d'abuser de la liberté médiatique autorisée par le nouveau gouvernement »<sup>281</sup>. Toujours selon cette ONG, le Premier ministre a, quant à lui, menacé d'agir contre les médias en ligne en février 2016<sup>282</sup>.

#### 3.2. Impunité

L'un des engagements du nouveau gouvernement en 2015 était d'enquêter sur les affaires relatives à la disparation et l'assassinat de journalistes<sup>283</sup>. A cet égard, un comité pour rendre justice aux journalistes disparus a été créé en mars 2016<sup>284</sup>. Le 2 novembre 2017 (journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre les journalistes – IDEI<sup>285</sup>), un séminaire régional intitulé « Renforcer la coopération régionale pour promouvoir la liberté d'expression et la primauté du droit en Asie en mettant fin à

---

<sup>275</sup> Journalists for democracy in Sri Lanka (JDS), *Exiled Tamil journalist arrested on arrival in Sri Lanka*, 22/01/2016, [url](#)

<sup>276</sup> *TamilNet*, "Returning Tamil journalists forced to pledge written oath to unitary State", 07/05/2016, [url](#)

<sup>277</sup> *Ibid.*

<sup>278</sup> *Ibid.*

<sup>279</sup> Royaume-Uni, Report of a Home Office Fact-Finding Mission, *Sri Lanka : treatment of Tamils and people who have a real or perceived association with the former Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE)*, 07/2016, p.20., [url](#)

<sup>280</sup> Freedom House, *Freedom on the Net 2016 – Sri Lanka Country Profile*, s. d., [url](#)

<sup>281</sup> *Ibid.*

<sup>282</sup> *Ibid.*

<sup>283</sup> Royaume-Uni, Home Office, *Country Policy and Information Note – Sri Lanka : Journalists, media professionals and human rights activists*, 07/2017, p.5., [url](#) ; Committee to Protect Journalists (CPJ), *Getting away with murder*, 08/10/2015, [url](#)

<sup>284</sup> Etats-Unis, Département d'Etat américain, *Country Reports on Human Rights Practices for 2016*, Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, s. d., p.12., [url](#)

<sup>285</sup> La résolution de l'Assemblée générale des Nations unies A/RES/68/163 du 18 décembre 2013, relative à la sécurité des journalistes et la question de l'impunité, a proclamé le 2 novembre Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre les journalistes. Elle charge également l'UNESCO de l'organisation de cette journée.



l'impunité pour les crimes contre les journalistes »<sup>286</sup> a été organisé à Colombo, conjointement par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et le ministère des Finances et des Médias de masse sri-lankais<sup>287</sup>.

Cependant, en dépit de ces déclarations et initiatives gouvernementales, RSF a dénoncé en novembre 2016 la participation du chef des services de renseignement Sisira Mendis, accusé de crimes commis à l'égard des journalistes<sup>288</sup>, à la délégation sri-lankaise qui devait rencontrer les membres du Comité des Nations unies contre la torture (UNCAT).

En dépit d'avancées obtenues dans certains cas emblématiques<sup>289</sup>, l'impunité perdure selon plusieurs sources non-gouvernementales<sup>290</sup>. RSF a déclaré à ce sujet : « la quasi-totalité des meurtres de journalistes restent impunis »<sup>291</sup>. Par exemple, dans le cas de la disparition, en janvier 2010, du journaliste et dessinateur Prageeth Eknaligoda<sup>292</sup>, les autorités ont affirmé qu'il n'avait pas de lien avec les LTTE<sup>293</sup> et ont autorisé l'exhumation de son corps en raison de rapports d'autopsie contradictoires<sup>294</sup>. En outre, après le lancement d'une enquête sur cette affaire en mars 2015, plus d'une dizaine de personnes, dont des membres des renseignements militaires, ont été arrêtées en 2015 et au début de l'année 2016<sup>295</sup>. Elles ont néanmoins été libérées sous caution après un an d'emprisonnement<sup>296</sup>. L'enquête a ensuite stagné et des fichiers militaires ont été déclarés disparus<sup>297</sup>. Par ailleurs, certains membres des services de renseignement ont également été arrêtés au début de l'année 2017, en lien avec l'enquête sur le meurtre du journaliste Lasantha Wickramatunga, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Sunday Leader*, en janvier 2009<sup>298</sup>. En outre, plusieurs militaires qui avaient été placés en détention dans le cadre d'une enquête sur l'enlèvement et l'agression (2008) du journaliste Keith Noyahr<sup>299</sup> ont été libérés sous caution le 30 mars 2017<sup>300</sup>. Le cas du

---

<sup>286</sup> UNESCO, *International Day to End Impunity for Crimes against Journalists 2017*, s. d., [url](#)

<sup>287</sup> UNESCO, *Main seminar for the International Day to End Impunity for Crimes against Journalists*, s. d.,

<sup>288</sup> Selon l'ONG, il a notamment dirigé certains services - le département de la police judiciaire (CID) et la division d'enquête sur le terrorisme (TID) - qui ont été accusés d'avoir enlevé, détenu et torturé plusieurs journalistes, dont J. S. Tissainayagam et Kithsiri Wijesinghe, ainsi que certains de leurs sources. RSF, *RSF appelle le comité des Nations Unies contre la torture à interroger le chef du renseignement sri-lankais*, 15/11/2016, [url](#)

<sup>289</sup> Human Rights Watch, *Sri Lanka – Events of 2016*, s. d., [url](#)

<sup>290</sup> Committee to Protect Journalists (CPJ), *Getting away with murder*, 08/10/2015, [url](#) ; Reporters sans frontières (RSF), *Sri Lanka*, s. d., [url](#)

<sup>291</sup> Reporters sans frontières (RSF), *Sri Lanka*, s. d., [url](#)

<sup>292</sup> Etats-Unis, Département d'Etat américain, *Country Reports on Human Rights Practices for 2016*, Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, s. d., p.3., [url](#) ; Australie, Département des affaires étrangères et du commerce, *DFAT Country Information Report Sri Lanka*, 24/01/2017, p.22., [url](#)

<sup>293</sup> Etats-Unis, Département d'Etat américain, *Country Reports on Human Rights Practices for 2016*, Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, s. d., p.3., [url](#)

<sup>294</sup> Committee to Protect Journalists (CPJ), *CPJ welcomes new probe into murder of Sri Lankan journalist Lasantha Wickramatunga*, 27/09/2016, [url](#) ; BBC, "Lasantha Wickrematunge : murdered editor's body exhumed in Sri Lanka", 27/09/2016, [url](#)

<sup>295</sup> Australie, Département des affaires étrangères et du commerce, *DFAT Country Information Report Sri Lanka*, 24/01/2017, p.22., [url](#) ; Etats-Unis, Département d'Etat américain, *Country Reports on Human Rights Practices for 2016*, Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, s. d., p.3., [url](#) ; Committee to protect journalists (CPJ), *CPJ welcomes arrests in 2010 disappearance of Sri Lankan journalist Prageeth Eknaligoda*, 24/08/2015, [url](#)

<sup>296</sup> Etats-Unis, Département d'Etat américain, *Country Reports on Human Rights Practices for 2016*, Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, s. d., p.3., [url](#)

<sup>297</sup> Journalists for democracy in Sri Lanka (JDS), *Sri Lanka army chief 'responsible for missing files on disappeared journalist'*, 08/01/2018, [url](#) ; Australie, Département des affaires étrangères et du commerce, *DFAT Country Information Report Sri Lanka*, 24/01/2017, p.22., [url](#)

<sup>298</sup> Committee to Protect Journalists (CPJ), *Lost of talk but little progress in Sri Lanka over journalist murders*, 09/01/2018, [url](#) ; Fédération internationale des journalistes (FIJ), *Le Sri Lanka rouvre l'enquête sur l'assassinat de Lasantha Wickrematunge en 2009*, 28/01/2015, [url](#)

<sup>299</sup> Committee to Protect Journalists (CPJ), *Sri Lankan military intelligence officers suspected in journalist's murder*, 23/02/2017, [url](#) ; Committee to Protect Journalists (CPJ), *Masked men attack muckraking Sri Lankan editor*, 03/06/2016, [url](#) ; Fédération internationale des journalistes (FIJ), *Army personnel arrested for abducting journalist in Sri Lanka*, 20/02/2017, [url](#)

<sup>300</sup> *DailyMirror*, "Noyahr case: Six army personnel released", 30/03/2017, [url](#)

journaliste Namal Perera, agressé en 2008, a également été rouvert puisqu'il a été sommé d'identifier ses agresseurs parmi six suspects en avril 2017<sup>301</sup>.

#### 4. Les ONG nationales de soutien des droits des journalistes

Plusieurs organisations de soutien des droits des journalistes existent au niveau national, dont les principales sont :

- **Journalists for Democracy in Sri Lanka (JDS)**<sup>302</sup> : créée en 2009 à Berlin par des journalistes et écrivains sri lankais en exil, cette organisation est partenaire de l'ONG RSF depuis 2011. Cette dernière a financé certains de ses projets comme le lancement d'un site web, en lui transmettant une partie des fonds alloués par l'Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH)<sup>303</sup>. Ce site a pour objectif de rendre publiques les violations des droits de l'homme commises envers les journalistes de ce pays<sup>304</sup>. Selon RSF, JDS était inscrite en 2011 sur la liste noire des médias et était accusée de diffuser des informations antipatriotiques<sup>305</sup>.
- **Free Media Movement (FMM)** : Cette organisation a succédé au Comité permanent des journalistes (*Standing committee of Journalists*), créé en 1991 face à la volonté du gouvernement de mettre en place une commission des médias<sup>306</sup>. Il rassemblait des professionnels des médias<sup>307</sup>. L'organisation a pris le nom de *Free Media Movement* en juin 1992 lors d'un rassemblement public<sup>308</sup>. Depuis, elle défend les droits des journalistes et la liberté de la presse<sup>309</sup>. Elle se définit comme le « chien de garde de la liberté des médias à Sri Lanka »<sup>310</sup>.
- **Jaffna Press Club** : Selon les informations recueillies lors de la missions de recueil d'informations menée par le *Home Office* britannique en 2016, les membres de ce club sont actifs sur les réseaux sociaux et publient également des articles sur des blogs pour dénoncer les violations des droits de l'homme subies par les journalistes<sup>311</sup>. Toujours selon les informations contenues dans le rapport, 105 journalistes faisaient partie de ce club en 2016<sup>312</sup>. Certains de ses membres mentionnés par ce rapport, ils déclaraient être surveillés par les forces de sécurité en mai 2016<sup>313</sup>.

---

<sup>301</sup> *Economy next*, "Sri Lankan journalist Namal Perera identifies his would-be killers", 12/04/2017, [url](#)

<sup>302</sup> Site web de la *Journalists for democracy in Sri Lanka (JDS)*, [url](#) ; DIDR, "Sri Lanka : *Journalists for Democracy in Sri Lanka (JDS)*", OFPRA, 13/09/2012.

<sup>303</sup> Journalists for democracy in Sri Lanka (JDS), *Exiled Tamil journalist arrested on arrival in Sri Lanka*, 22/01/2016, [url](#) ; Reporters sans frontières (RSF), *Condamnés au départ, pas au silence, le combat des médias en exil*, Journée mondiale des réfugiés, 20/06/2011, p.8.

<sup>304</sup> Site web de la *Journalists for democracy in Sri Lanka (JDS)*, [url](#)

<sup>305</sup> Reporters sans frontières (RSF), *Condamnés au départ, pas au silence, le combat des médias en exil*, Journée mondiale des réfugiés, 20/06/2011, p.9.

<sup>306</sup> Free Media Movement, *About us*, s. d., [url](#)

<sup>307</sup> *Ibid.*

<sup>308</sup> *Ibid.*

<sup>309</sup> *Ibid.*

<sup>310</sup> "the watchdog of media freedom in Sri Lanka", Free Media Movement, *About us*, s. d., [url](#)

<sup>311</sup> Royaume-Uni, Report of a Home Office Fact-Finding Mission, *Sri Lanka : treatment of Tamils and people who have a real or perceived association with the former Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE)*, 07/2016, p.20., [url](#)

<sup>312</sup> *Ibid.* p.21.

<sup>313</sup> *Ibid.*, p.20.

- **Sri Lanka Working Journalists Association (SLWJA)** : Cette association gère plusieurs instituts de formation pour ses nouveaux membres, dont le Collège de journalisme du Sri Lanka (*Sri Lanka College of Journalism*), de manière conjointe avec l'Institut de presse de Sri Lanka et la Commission des plaintes concernant la presse de Sri Lanka (PCCSL – voir 1.3.)<sup>314</sup>.
- **Sri Lanka Development Journalist Forum (SDJF)** : Parmi ses différents objectifs, cette organisation souhaite promouvoir la diversité dans les médias et soutenir les médias communautaires<sup>315</sup>.
- **Federation of Media Employees Trade Union (FMETU)**: Cette fédération est un syndicat dont l'objectif est notamment le maintien des syndicats des professionnels des médias. Son secrétaire général, Dharmasiri Lankapeli a été visé en 2011 par une campagne de diffamation qui l'accusait de soutenir les LTTE<sup>316</sup>.
- **Sri Lanka Muslim Media Forum (SLMMF)** : Créée en 1995, cette organisation a pour objectif de rassembler les professionnels des médias de confession musulmane<sup>317</sup>.
- **Sri Lanka Tamil Journalists Alliance (SLTJA)** : Aucune information supplémentaire n'a pu être trouvée au sujet de cette organisation dans les sources publiques consultées en langue anglaise.
- **Sri Lanka Tamil Media Association (SLTMA)** : Selon le site web d'informations *TamilNet*, cette association est basée à Colombo<sup>318</sup>. Un blog (en langues anglaise et tamoule)<sup>319</sup> et un site internet (en langue tamoule)<sup>320</sup> sont également accessibles.

---

<sup>314</sup> Sri Lanka Working Journalists' Association (SLWJA), About, s. d., [url](#)

<sup>315</sup> Sri Lanka Development Journalist Forum (SDJF), About us, s. d., [url](#)

<sup>316</sup> RSF, *Les journalistes en exil victimes de menaces*, 23/03/2012, [url](#)

<sup>317</sup> Sri Lanka Muslim Media Forum (SLMMF), *About Us*, s. d., [url](#)

<sup>318</sup> *TamilNet*, "Media organizations condemn SL military intimidation of 5 journalists in Jaffna", 30/10/2013, [url](#)

<sup>319</sup> Blog de *Sri Lanka Tamil Media Alliance*, Wordpress, s. d., [url](#)

<sup>320</sup> Site internet de SLTMA, [url](#)

## Bibliographie

(Site web consultés entre juillet et septembre 2018)

### OFPPRA

OFPPRA, *Rapport de mission en République démocratique et socialiste de Sri Lanka*, 09/2011, 162 p.,  
[https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/59\\_ofpra\\_rapport\\_de\\_mission\\_a\\_u\\_sri\\_lanka\\_du\\_13\\_au\\_27\\_mars\\_2011.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/59_ofpra_rapport_de_mission_a_u_sri_lanka_du_13_au_27_mars_2011.pdf)

OFPPRA, *Rapport de mission au Sri Lanka du 15 au 28 novembre 2008*, 08/2009, 107 p.,  
[https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/60\\_ofpra\\_rapport\\_de\\_mission\\_a\\_u\\_sri\\_lanka\\_du\\_15\\_au\\_28\\_novembre\\_2008.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/60_ofpra_rapport_de_mission_a_u_sri_lanka_du_15_au_28_novembre_2008.pdf)

### Textes législatifs

Sri Lanka, Parliament of the democratic socialist republic of Sri Lanka, *Right to information Act No.12 of 2016*, 04/08/2016, 36 p., <http://www.slpi.lk/wp-content/uploads/2016/08/Final-RTI-bill-certified-on-4th-August-2016-English.pdf>

Sri Lanka, *The Constitution of the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka (As amended up to 15th May 2015)*, Revised edition 2015, 242 p.,  
<https://www.parliament.lk/files/pdf/constitution.pdf>

Sri Lanka, *Sri Lanka Telecommunication (Amendment) Act (No. 27 of 1996)*, 1996,  
[http://www.commonlii.org/lk/legis/num\\_act/slta27o1996417/](http://www.commonlii.org/lk/legis/num_act/slta27o1996417/)

Sri Lanka, *Arbitration Act (No. 11 of 1995)*, 1995,  
[http://www.commonlii.org/lk/legis/num\\_act/aa11o1995183/](http://www.commonlii.org/lk/legis/num_act/aa11o1995183/)

Sri Lanka, *Sri Lanka Telecommunications Act (No. 25 of 1991)*, 1991,  
[http://www.commonlii.org/lk/legis/num\\_act/slta25o1991337/s69.html](http://www.commonlii.org/lk/legis/num_act/slta25o1991337/s69.html)

Sri Lanka, *The Sri Lanka Rupavahini Corporation Act, No. 6 of 1982*,  
[http://www.commonlii.org/lk/legis/num\\_act/slrca6o1982386/](http://www.commonlii.org/lk/legis/num_act/slrca6o1982386/)

Sri Lanka, *The Press Council (Code of Ethics for Journalists) Rules*, 1981,  
<http://slpc.lk/images/doc/1981-10-14-English.pdf>

Sri Lanka, *Prevention of Terrorism (Temporary Provisions) Act n°48 of 1979 (PTA)*,  
[http://www.vertic.org/media/National%20Legislation/Sri%20Lanka/LK\\_Prevention\\_of\\_Terrorism\\_\(Temp\\_Provisions\).pdf](http://www.vertic.org/media/National%20Legislation/Sri%20Lanka/LK_Prevention_of_Terrorism_(Temp_Provisions).pdf)

Sri Lanka, *The Sri Lanka Press Council Law No. 5 of 1973*, 27/02/1973,  
[https://www.media.gov.lk/images/pdf\\_word/Sri%20lanka%20press%20council%20law%201973-02-27--English.pdf](https://www.media.gov.lk/images/pdf_word/Sri%20lanka%20press%20council%20law%201973-02-27--English.pdf)

Sri Lanka, *Ceylon Broadcasting Corporation Act (No.37 of 1966)*, 1966, 9 p.,  
[http://www.commonlii.org/lk/legis/num\\_act/cbca37o1966369/s44.html](http://www.commonlii.org/lk/legis/num_act/cbca37o1966369/s44.html)

Sri Lanka, *Official Secrets Act, No32 of 1955*, 01/09/1955, [http://www.commonlii.org/lk/legis/consol\\_act/os50199.pdf](http://www.commonlii.org/lk/legis/consol_act/os50199.pdf)

Sri Lanka, Parlement de la République démocratique de Sri Lanka, *Parliament (Powers and Privileges) Act, No 21 of 1953*, 07/04/1953, [http://www.parliament.lk/files/pdf/powers\\_privileges.pdf](http://www.parliament.lk/files/pdf/powers_privileges.pdf)

## Organisations internationales

Nations unies, Assemblée générale, *A/RES/68/163*, 18/12/2013, 4 p., [http://www.un.org/en/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=A/RES/68/163&referer=/english/&Lang=F](http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/68/163&referer=/english/&Lang=F)

UNESCO, *International Day to End Impunity for Crimes against Journalists 2017*, s. d., <https://en.unesco.org/endimpunity-2017/seminar-colombo>

UNESCO, *Main seminar for the International Day to End Impunity for Crimes against Journalists*, s. d., <https://en.unesco.org/events/main-seminar-international-day-end-impunity-crimes-against-journalists>

## Institutions gouvernementales

Royaume-Uni, Home Office, *Country Policy and Information Note – Sri Lanka : Journalists, media professionals and human rights activists*, 07/2017, 22 p., [https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/627707/cpin\\_sri\\_lanka\\_journalists\\_media\\_activists\\_july\\_2017.pdf](https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/627707/cpin_sri_lanka_journalists_media_activists_july_2017.pdf)

Australie, Département des affaires étrangères et du commerce, *DFAT Country Information Report Sri Lanka*, 24/01/2017, 38 p., <http://dfat.gov.au/about-us/publications/Documents/country-information-report-sri-lanka.pdf>

Royaume-Uni, *Report of a Home Office Fact-Finding Mission, Sri Lanka : treatment of Tamils and people who have a real or perceived association with the former Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE)*, 07/2016, p.106, [https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/605479/Sri\\_Lanka\\_FFM\\_Report\\_11-23\\_July\\_2016\\_.pdf](https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/605479/Sri_Lanka_FFM_Report_11-23_July_2016_.pdf)

*The Official government news portal of Sri Lanka*, « Government condemn Web Journalist attack », 03/06/2016, <https://www.news.lk/news/sri-lanka/item/13526-government-condemn-web-journalist-attack>

Sri Lanka, Ministry of Finance and Mass Media, *Sri Lanka improves significantly in press freedom*, 22/04/2016, <https://www.media.gov.lk/news-archives/514-sri-lanka-improves-significantly-in-press-freedom>

Etats-Unis, Département d'Etat américain, *Country Reports on Human Rights Practices for 2016*, Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, s. d., 26 p.,  
<https://www.state.gov/documents/organization/265760.pdf>

Telecommunications Regulatory Commission of Sri Lanka, *Members of the Commission*, s. d., <http://www.trc.gov.lk/members-of-the-commission.html>

Site web officiel du *Sri Lanka Press Council*: <http://slpc.lk/about-us/vision-mission.html>

Site web officiel de la *Press Complaints Commission of Sri Lanka*:  
<http://www.pccsl.lk/about-us>

## ONG

Fédération internationale des journalistes (FIJ), *Mob attempts to intimidate Sirasa TV in Sri Lanka*, 10/04/2018,  
<http://www.ifj.org/nc/en/news-single-view/backpid/30/category/latin-america-1/article/mob-attempts-to-intimidate-sirasa-tv-in-sri-lanka/>

Fédération internationale des journalistes (FIJ), *Sri Lanka : un journaliste de la province détenu et menacé par l'armée*, 28/03/2018, <http://www.ifj.org/nc/fr/news-single-view/category/europe/article/provincial-journalist-detained-threatened-by-sri-lankan-military/>

Journalists for democracy in Sri Lanka (JDS), *Sri Lanka military harass Tamil journalist for filming in occupied cemetery*, 23/03/2018, <http://www.jdslanka.org/index.php/news-features/media/766-sri-lanka-military-harass-tamil-journalist-for-filming-in-occupied-cemetery>

Fédération internationale des journalistes (FIJ), *Escalade de violence au Sri Lanka : le gouvernement ferme l'accès aux réseaux sociaux*, 19/03/2018,  
<http://www.ifj.org/nc/fr/news-single-view/backpid/1/article/sri-lanka-blocks-social-media-as-communal-violence-escalates/>

Committee to protect journalists (CPJ), *Sri Lanka's telecom authority blocks social media sites messaging apps*, 07/03/2018, <https://cpj.org/2018/03/sri-lankas-telecom-authority-blocks-social-media-s.php>

Committee to protect journalists (CPJ), *Lost of talk but little progress in Sri Lanka over journalist murders*, 09/01/2018, <https://cpj.org/blog/2018/01/lots-of-talk-but-little-progress-in-sri-lanka-over.php>

Journalists for democracy in Sri Lanka (JDS), *Sri Lanka army chief 'responsible for missing files on disappeared journalist'*, 08/01/2018,  
<http://www.jdslanka.org/index.php/news-features/media/730-sri-lanka-army-chief-gresponsible-for-missing-files-on-disappeared-journalistq>

Human Rights Watch, *Sri Lanka – Country Summary*, 01/2018, 5 p.,  
[http://flora.ofp/flora\\_doc/servlet/DocumentFileManager?source=ged&document=ged:ID OCS:179456&resolution=MEDIUM&recordId=doc%3ANOTICES%3A112794&file=](http://flora.ofp/flora_doc/servlet/DocumentFileManager?source=ged&document=ged:ID OCS:179456&resolution=MEDIUM&recordId=doc%3ANOTICES%3A112794&file=)

Journalists for democracy in Sri Lanka (JDS), *Sri Lanka : Two UN visits and three incidents of Tamil media harassment*, 21/07/2017, <http://www.jdslanka.org/index.php/news-features/media/698-sri-lanka-two-un-visits-and-three-incidents-of-tamil-media-harassments>

Journalists for democracy in Sri Lanka (JDS), *Tamil journalists in fear after police visit office in Colombo*, 18/07/2017, <http://www.jdslanka.org/index.php/news-features/media/696-tamil-journalists-in-fear-after-police-visit-office-in-colombo>

Committee to protect journalists (CPJ), *Sri Lankan military intelligence officers suspected in journalist's murder*, 23/02/2017, <https://cpj.org/2017/02/sri-lankan-military-intelligence-officers-suspecte.php>

Fédération internationale des journalistes (FIJ), *Army personnel arrested for abducting journalist in Sri Lanka*, 20/02/2017, <http://www.ifj.org/nc/news-single-view/backpid/30/article/army-personnel-arrested-for-abducting-journalist-in-sri-lanka-1/>

Human Rights Watch, *Sri Lanka – Events of 2017*, s. d., <https://www.hrw.org/world-report/2018/country-chapters/sri-lanka>

Journalists for democracy in Sri Lanka (JDS), *Courts seeks Interpol help to arrest exiled Sri Lankan journalist*, 25/12/2016, <http://www.jdslanka.org/index.php/news-features/media/647-interpol-called-to-help-to-arrest-exiled-sri-lanka-journalist>

Fédération internationale des journalistes (FIJ), *Sri Lankan Navy Commander assaults journalist*, 13/12/2016, <http://www.ifj.org/nc/news-single-view/backpid/1/article/sri-lankan-navy-commander-assaults-journalist/>

Fédération internationale des journalistes (FIJ), *Journalists attacked and threatened for reporting in Sri Lanka*, 18/11/2016, <http://www.ifj.org/nc/news-single-view/backpid/59/category/events-5/article/journalist-attacked-and-threatened-for-reporting-in-sri-lanka/>

Reporters sans frontières (RSF), *RSF appelle le comité des Nations Unies contre la torture à interroger le chef du renseignement sri-lankais*, 15/11/2016, <https://rsf.org/fr/actualites/rsf-appelle-le-comite-des-nations-unies-contre-la-torture-interroger-le-chef-du-0>

Fédération internationale des journalistes (FIJ), *Journalist threatened inside police station in Sri Lanka*, 05/10/2016, <http://www.ifj.org/nc/en/news-single-view/backpid/1/article/journalist-threatened-inside-police-station-in-sri-lanka/>

Committee to protect journalists (CPJ), *CPJ welcomes new probe into murder of Sri Lankan journalist Lasantha Wickramatunga*, 27/09/2016, <https://cpj.org/2016/09/cpj-welcomes-new-probe-into-murder-of-sri-lankan-j.php>

Committee to protect journalists (CPJ), *Sri Lankan journalist Freddy Gamage back in hospital, still under threat*, 14/06/2016, <https://cpj.org/blog/2016/06/sri-lankan-journalist-freddy-gamage-back-in-hospit.php>

Reporters sans frontières (RSF), *Sri Lanka : RSF met en garde Dayan Lanza contre toutes représailles à l'encontre du journaliste Freddy Gamage*, 09/06/2016, <https://rsf.org/fr/actualites/sri-lanka-rsf-met-en-garde-dayan-lanza-contre-toutes-represailles-lencontre-du-journaliste-freddy>

Committee to protect journalists (CPJ), *Masked men attack muckraking Sri Lankan editor*, 03/06/2016, <https://cpj.org/2016/06/masked-men-attack-muckraking-sri-lankan-editor.php>

The International movement against all forms of discrimination and racism (IMADR), *Freedom of Expression in Sri Lanka (January 2015 – Present)*, 08/03/2016, <http://imadr.org/freedom-of-expression-in-sri-lanka-hrc31-2016-ws/>

International Media Support, Secretariat for Media Reforms, *Rebuilding Public Trust – An assessment of the Media Industry and Profession in Sri Lanka*, 05/2016, 284 p., <https://www.mediasupport.org/wp-content/uploads/2016/05/Rebuilding-Public-Trust-English-final-version-advance-copy-1-May-20162.pdf>

Journalists for democracy in Sri Lanka (JDS), *Returning Tamil journalist shocked of 'betrayal' by fellow Sinhalese*, 08/02/2016, <http://www.jdslanka.org/index.php/news-features/media/588-returning-tamil-journalist-shocked-of-betrayal-by-fellow-sinhalese>

Journalists for democracy in Sri Lanka (JDS), *Exiled Tamil journalist arrested on arrival in Sri Lanka*, 22/01/2016, <http://www.jdslanka.org/index.php/news-features/media/583-tamil-journalist-in-exile-arrested-on-arrival-in-sri-lanka>

Human Rights Watch, *Sri Lanka – Events of 2016*, s. d., <https://www.hrw.org/world-report/2017/country-chapters/sri-lanka>

Freedom House, *Freedom on the Net 2016 – Sri Lanka Country Profile*, s. d., <https://freedomhouse.org/report/freedom-net/2016/sri-lanka>

Fédération internationale des journalistes (FIJ), *Blog de la FIG : disparitions de journalistes au Sri Lanka : leçons tirées*, 19/11/2015, <http://www.ifj.org/nc/fr/news-single-view/backpid/250/article/ifj-blog-disappearances-of-journalists-in-sri-lanka-lessons-learned/>

Journalists for democracy in Sri Lanka (JDS), *RSF calls for a UN Special Representative for the Safety of Journalists*, 02/11/2015, <http://www.jdslanka.org/index.php/news-features/media/568-rsf-calls-for-a-un-special-representative-for-the-safety-of-journalists>

Cartoonists Rights Network International, *The disappearance of Sri Lankan cartoonist Prageeth Eknaligoda: the investigation widens*, 25/10/2015, <https://cartoonistsrights.org/the-disappearance-of-sri-lankan-cartoonist-prageeth-eknaligoda-the-investigation-widens/>



Committee to protect journalists (CPJ), *Getting away with murder*, 08/10/2015, <https://cpj.org/reports/2015/10/impunity-index-getting-away-with-murder.php>

Committee to protect journalists (CPJ), *CPJ welcomes arrests in 2010 disappearance of Sri Lankan journalist Prageeth Eknelygoda*, 24/08/2015, <https://cpj.org/2015/08/cpj-welcomes-arrests-in-2010-disappearance-of-sri-.php>

Reporters sans frontières (RSF), *Réactivation du Conseil de la Presse, une menace pour la liberté des médias*, 13/07/2015, <https://rsf.org/fr/actualites/reactivation-du-conseil-de-la-presse-une-menace-pour-la-liberte-des-medias>

Reporters sans frontières (RSF), *RSF inquiète des multiples convocations de journalistes par la police de Colombo*, 29/04/2015, <https://rsf.org/fr/actualites/rsf-inquiete-des-multiples-convocations-de-journalistes-par-la-police-de-colombo>

Fédération internationale des journalistes (FIJ), *Sri Lanka police in Jaffna criticised for arrest and intimidation of journalists*, 13/04/2015, <http://www.ifj.org/nc/news-single-view/backpid/1/article/sri-lanka-police-in-jaffna-criticised-for-arrest-and-intimidation-of-journalists/>

Fédération internationale des journalistes (FIJ), *Le sri Lanka rouvre l'enquête sur l'assassinat de Lasantha Wickrematunge en 2009*, 28/01/2015, <http://www.ifj.org/nc/fr/news-single-view/backpid/33/article/sri-lanka-to-reopen-investigation-into-2009-murder-of-lasantha-wickrematunge/>

Journalists for democracy in Sri Lanka (JDS), *RSF puts ten faces to its #Fightimpunity Campaign*, 30/10/2014, <http://www.jdslanka.org/index.php/news-features/media/489-rsf-puts-ten-faces-to-its-fightimpunity-campaign>

Media defence legal initiative (MLDI), *Reporting Corruption in Sri Lanka*, 17/06/2014, <https://www.mediadefence.org/case-study/reporting-corruption-sri-lanka>

International Media Support (IMS), *Sri Lanka's Press Complaints Commission marks tenth anniversary*, 05/02/2014, <https://www.mediasupport.org/sri-lanka-press-complaints-commission-turns-10/>

Journalists for democracy in Sri Lanka (JDS), *Top female journalist murdered in Colombo*, 02/02/2014, <http://www.jdslanka.org/index.php/news-features/media/433-top-female-journalist-murdered-in-colombo>

Reporters sans frontières (RSF), *Les locaux de distribution du journal Uthayan saccagés*, 05/04/2013, <https://rsf.org/fr/actualites/les-locaux-de-distribution-du-journal-uthayan-saccages>

Reporters sans frontières (RSF), *Interview de la journaliste Frederica Jansz, menace de mort par le ministre de la Défense*, 12/07/2012, <https://rsf.org/fr/actualites/interview-de-la-journaliste-frederica-jansz-menacee-de-mort-par-le-ministre-de-la-defense>

Reporters sans frontières (RSF), *Le rédacteur en chef de Ceylon Today forcé de démissionner pour des raisons encore imprécises*, 22/06/2012, <https://rsf.org/fr/actualites/le-redacteur-en-chef-de-ceylon-today-force-de-demissionner-pour-des-raisons-encore-imprecises>

Reporters sans frontières (RSF), *Les journalistes en exil victimes de menaces*, 23/03/2012, <https://rsf.org/fr/actualites/les-journalistes-en-exil-victimes-de-menaces>

Asian Human Rights Commission (AHRC), *Sri Lanka : Civil society urges government to stop hate campaigns and protect human rights defenders*, Hong Kong, 22/03/2012, <http://www.humanrights.asia/news/forwarded-news/AHRC-FST-018-2012>

Reporters sans frontières (RSF), *Government-orchestrated threats against exile journalists*, 23/03/2012, <https://rsf.org/en/news/government-orchestrated-threats-against-exile-journalists>

Reporters sans frontières (RSF), *Médias muselés ou menacés, pas de progrès pour la liberté de l'information*, 28/02/2012, <https://rsf.org/fr/actualites/medias-museles-ou-menaces-pas-de-progres-pour-la-liberte-de-linformation>

Freedom House, *Country at the crossroads 2012: Sri Lanka*, s. d., p. 16., <https://freedomhouse.org/sites/default/files/Sri%20Lanka%20-%20FINAL.pdf>

*Journalists for democracy in Sri Lanka* (JDS), *Urgent alert : no trace of missing journalist*, 27/01/2011, <http://www.jdslanka.org/index.php/urgent-alerts/49-urgent-alert-no-trace-of-missing-journalist>

Sri Lanka Working Journalists Association, Free Media Movement, Newspaper Society of Sri Lanka, Editors Guild of Sri Lanka, *Colombo Declaration on Media Freedom and Social Responsibility*, 1998, [http://www.cpalanka.org/wp-content/uploads/2007/8/Colombo\\_Declaration.pdf](http://www.cpalanka.org/wp-content/uploads/2007/8/Colombo_Declaration.pdf)

Amnesty International, *Rapport 2017/2018*, s. d., 489 p., <https://www.amnesty.org/download/Documents/POL1067002018FRENCH.PDF>

*Journalists for democracy in Sri Lanka* (JDS), *Media workers killed*, s. d., <http://www.jdslanka.org/index.php/killed-media-workers/40-killed-media-workers/79-media-workers-killed-in-2004>

Committee to protect journalists (CPJ), *Sri Lanka*, s. d., <https://cpj.org/asia/sri-lanka/>

RSF, *Sri Lanka*, s. d., <https://rsf.org/fr/sri-lanka>

Site web de *Journalists for democracy in Sri Lanka* (JDS): <http://www.jdslanka.org/index.php/2012-01-30-11-50-09>

Site web de la Sri Lanka Working Journalists' Association: <http://www.slwja.org/about/>

Free Media Movement, Sri Lanka, *About Us*, s. d.,  
<https://freemediasrilanka.wordpress.com/about/>

Sri Lanka Muslim Media Forum (SLMMF), *About Us*, s. d.,  
<http://www.slmmf.org/2016/06/about-us.html>

Sri Lanka Development Journalist Forum (SDJF), *About us*, s. d.,  
<http://www.ldjf.org/who-we-are/about-us/>

Sri Lanka Working Journalists' Association (SLWJA), *About*, s. d.,  
<http://www.slwja.org/about/>

Free Media Movement, *About us*, s. d., <https://freemediasrilanka.wordpress.com/about/>

Blog de *Sri Lanka Tamil Media Alliance*, Wordpress, s. d., <https://sltma.wordpress.com/>

Site internet de SLTMA, <http://www.sltma.com/>

## Médias

*Himal Southasian*, "The case against anti-terrorism law", 23/07/2018,  
<http://himalmag.com/the-case-against-anti-terrorism-laws-gehan-gunatilleke-interview/>

*AsianMirror*, "Is government Drafting New Bill to control and regulate electronic Communication and Public Broadcasting?", 18/07/2018,  
<http://www.asianmirror.lk/news/item/27844-is-government-drafting-new-bill-to-control-and-regulate-electronic-communication-and-public-broadcasting>

*TamilNet*, "SL military harassment against Tamil journalists continues in Vanni", 22/03/2018, <https://www.tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=39011>

*TamilNet*, "Tamil journalists in Jaffna expose SL military denial of confronting media coverage", 14/12/2017, <https://www.tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=38899>

*TamilNet*, "Sinhala policemen force Tamil journalists to delete evidence of Sinhalicisation in Mullaitheevu", 10/12/2017,  
<https://www.tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=38895>

*Lankaweb*, "Scribes drowning in crocodile tears", 06/12/2017,  
<http://www.lankaweb.com/news/items/2017/12/06/scribes-drowning-in-crocodile-tears/>

*The Sunday Times*, "Press Complaints Commission received 133 complaints in 2016", 16/07/2017,  
<http://www.sundaytimes.lk/170716/news/press-complaints-commission-received-133-complaints-in-2016-250500.html>

*The Sunday Times*, "New anti-terrorism law undermines RTI", 30/04/2017,  
<http://www.sundaytimes.lk/170430/news/new-anti-terrorism-law-undermines-rti-238898.html>

*Economy next*, "Sri Lankan journalist Namal Perera identifies his would-be killers", 12/04/2017,

[http://www.economynext.com/Sri\\_Lankan\\_journalist\\_Namal\\_Perera\\_identifies\\_his\\_would\\_be\\_killers-3-7768.html](http://www.economynext.com/Sri_Lankan_journalist_Namal_Perera_identifies_his_would_be_killers-3-7768.html)

*Ground Views*, "Survivalist and Irrepressible: The Two Faces of the Sri Lankan Media", 01/05/2017, <http://groundviews.org/2017/01/05/survivalist-and-irrepressible-the-two-faces-of-the-sri-lankan-media/>

*DailyMirror*, "Noyahr case: Six army personnel released", 30/03/2017, <http://www.dailymirror.lk/article/Noyahr-case-Six-army-personnel-released-126501.html>

*Sri Lanka Mirror*, "Army major arrested over Keith Noyahr abduction", 18/02/2017, <https://srilankamirror.com/news/1946-army-major-arrested-over-keith-noyahr-abduction>

*The Sunday Times*, "Alleged assault of journalist at H'tota port : Govt. stays mum", 18/12/2016, <http://www.sundaytimes.lk/161218/news/alleged-assault-of-journalist-at-h'tota-port-govt-stays-mum-221000.html>

*Business Standard*, "Sri Lankan court issues arrest warrant against website editor", 25/11/2016, [http://www.business-standard.com/article/pti-stories/sri-lankan-court-issues-arrest-warrant-against-website-editor-116112500360\\_1.html](http://www.business-standard.com/article/pti-stories/sri-lankan-court-issues-arrest-warrant-against-website-editor-116112500360_1.html)

*Business Standard*, "Sri Lankan court orders arrest of UK-based editor", 25/11/2016, [http://www.business-standard.com/article/news-ians/sri-lankan-court-orders-arrest-of-uk-based-editor-116112500527\\_1.html](http://www.business-standard.com/article/news-ians/sri-lankan-court-orders-arrest-of-uk-based-editor-116112500527_1.html)

*BBC*, "Lasantha Wickrematunge : murdered editor's body exhumed in Sri Lanka", 27/09/2016, <http://www.bbc.com/news/world-asia-37480880>

*BBC*, "Sri Lanka profile – media", 17/08/2016, <https://www.bbc.com/news/world-south-asia-12000330>

*Meepura*, "නගර සභාවේ සිසිටීවී කැමරා දර්ශන පොලීසියට " (« Aux caméras de vidéosurveillance du CMC »), 03/06/2016, <http://www.meepura.com/2016/06/03/%E0%B6%B1%E0%B6%9C%E0%B6%BB-%E0%B7%83%E0%B6%B7%E0%B7%8F%E0%B7%80%E0%B7%9A-%E0%B7%83%E0%B7%93%E0%B7%83%E0%B7%93%E0%B6%A7%E0%B7%93%E0%B7%80%E0%B7%93-%E0%B6%9A%E0%B7%90%E0%B6%B8%E0%B6%BB%E0%B7%8F/>

*TamilNet*, "Returning Tamil journalists forced to pledge written oath to unitary State", 07/05/2016, <https://www.tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=38249>

*Colombo Telegraph*, "Mahinda's Website unblocked; Mobitel Says TRC ordered blockade", 14/09/2015, <https://www.colombotelegraph.com/index.php/mahindas-website-unblocked-mobitel-says-trc-ordered-blockade/>

*Colombo Telegraph*, "Mobitel Blocks Mahinda Rajapaksa's Website", 13/09/2015, <https://www.colombotelegraph.com/index.php/mobitel-blocks-mahinda-rajapaksas-website/>

*The Guardian*, "Sri Lanka's new president promises 'no more abductions, no more censorship'", 10/01/2015, [https://www.theguardian.com/world/2015/jan/10/sri-lanka-president-maithripala-sirisena-promise-change?CMP=share\\_btn\\_tw](https://www.theguardian.com/world/2015/jan/10/sri-lanka-president-maithripala-sirisena-promise-change?CMP=share_btn_tw)

*TamilNet*, "SL investigators harass senior journalist in Jaffna", 01/10/2014, <https://www.tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=37400>

*TamilNet*, "Media organizations condemn SL military intimidation of 5 journalists in Jaffna", 30/10/2013, <http://www.tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=36781>

*Independent Television Network (ITN)*, "Evidence received on so-called journalist Rohitha Bashana's actions against the country", 21/03/2012, <https://www.youtube.com/watch?v=p0ZRNqIZZrk>

*Mondialisation.ca*, "Le ministère de la Défense sri lankais impose une censure officielle", 16/10/2006, <https://www.mondialisation.ca/le-minist-re-de-la-d-fense-sri-lankais-impose-une-censure-officieuse/3503>

*W3newspapers*, "Sri Lankan Newspapers and News Sites", s. d., <https://www.w3newspapers.com/srilanka/>

Site web du *Lake House*, <http://www.lakehouse.lk>